

ARNAUD

Guide pratique pour

**COMPRENDRE LE
CAPITALISME**

et en sortir

Table des matières

Introduction (page 4)

Chapitre 1 – Fiches pratiques (page 5)

- Fiche pratique 1 : la cotisation sociale
- Fiche pratique 2 : différences entre public et privé
- Fiche pratique 3 : les producteurs de richesses
- Fiche pratique 4 : les retraites
- Fiche pratique 5 : les principes de l'actionnariat
- Fiche pratique 6 : la dette publique
- Fiche pratique 7 : le chômage
- Fiche pratique 8 : la robotisation
- Fiche pratique 9 : les partis politiques
- Fiche pratique 10 : une loi peut-elle être illégale ?
- Fiche pratique 11 : la valeur marginale décroissante
- Fiche pratique 12 : les mauvaises idées
- Fiche pratique 13 : la politique des bas salaires
- Fiche pratique 14 : les bonnes questions
- Fiche pratique 15 : l'art du capitalisme
- Fiche pratique 16 : le bénévolat
- Fiche pratique 17 : bilan non exhaustif

Chapitre 2 – Enfumages lexicaux (page 42)

- Enfumage lexical - Terme 1 : augmentation du pouvoir d'achat
- Enfumage lexical - Terme 2 : la démocratie participative
- Enfumage lexical - Terme 3 : les entreprises créent les emplois
- Enfumage lexical - Terme 4 : pollueur payeur
- Enfumage lexical - Terme 5 : la presse gratuite
- Enfumage lexical - Terme 6 : gouvernement et hommes de pouvoir
- Enfumage lexical - Terme 7 : self-made-man
- Enfumage lexical - Terme 8 : nous vivons dans l'abondance
- Enfumage lexical - Terme 9 : le vote utile
- Enfumage lexical - Terme 10 : Êtes-vous pour le travail au noir ?

Chapitre 3 – Hors-séries (page 58)

- Hors-série 1 - Recette infaillible pour la croissance
- Hors-série 2 - La valeur des choses
- Hors-série 3 - Démonstration de l'absurdité du système capitaliste
- Hors-série 4 - Les chauffards, ces héros !
- Hors-série 5 - Faire les courses au drive, c'est super
- Hors-série 6 – Réflexion sur l'hymne des Restos du coeur de l'année 2012
- Hors-série 7 - Monnaie ou pas monnaie ?
- Hors-série 8 - Aux origines de l'ensauvagement
- Hors-série 9 – Les phrases-clés à retenir

Chapitre 4 – Les solutions (*page 72*)

- Redonner de la dignité à chaque individu par un statut d'être humain productif
- Vivre pour travailler et pas travailler pour vivre
- Répartition des richesses produites
- L'investissement par la subvention
- Niveaux de salaire
- Mais qui va ramasser les poubelles ?
- Le logement
- La gouvernance
- Si t'as peur, t'as perdu
- Bilan

Remerciements (*page 89*)

Covid-19 (*page 90*)

Concrètement, qu'est-ce que je peux faire ? (*page 91*)

Ces textes, pour la plupart publiés initialement sur un blog, ont été rédigés entre décembre 2018 et septembre 2020.

Introduction

Pourquoi cet ouvrage ? Pourquoi faut-il sortir du capitalisme ? Pourquoi est-ce vital et urgent ?

Parce que le système capitaliste est à la base de l'ensemble de nos problèmes : la surproduction et la surexploitation des individus et des ressources naturelles qui engendrent la pollution de toute la planète (sols, rivières, océans, air et même l'espace) et l'assèchement des réserves naturelles, problèmes qui sont à l'origine de la recrudescence de diverses maladies comme les cancers, les allergies, les maladies cardio-vasculaires et bien d'autres encore. A cela il faut ajouter l'accumulation des capitaux, essence même de cette religion, qui crée des inégalités de plus en plus criardes qui engendrent malnutritions et famines, conflits d'intérêt, individualisme, guerres économiques et militaires, stress et angoisses pour tous les peuples.

Cet ouvrage tente d'expliquer toutes ces causes de façon simple parce que, contrairement à ce que les dominants veulent nous faire croire, tout ça n'est pas très compliqué. En revanche eux font tout pour le compliquer, pour que seuls leurs spécialistes puissent disserter sur notre façon de vivre en société.

Mais une fois qu'on a compris d'où venaient les problèmes, qu'on sait les analyser et déjouer l'endoctrinement qui va avec, alors on peut se pencher sur les solutions, sur un projet de société alternatif. C'est ce que vous trouverez dans la dernière partie.

Alors bien sûr, un monde libéré du capitalisme ne sera pas un monde parfait. D'ailleurs un monde parfait serait ennuyeux non ? Il y aura toujours des débats, des gens qui ne seront pas d'accord, des rivalités. Il ne faut pas en avoir peur car c'est ça la vie. Mais le but est de pouvoir quand même vivre ensemble malgré tous nos désaccords, malgré toutes nos différences. Et surtout, que ces désaccords ne remettent pas en question la survie de l'humanité, survie qui est aujourd'hui en sursis, pour ne pas dire en ballottage défavorable.

Chapitre 1

FICHES PRATIQUES

Fiche pratique 1 : la cotisation sociale

- Définition de la cotisation sociale : **production publique** correspondant à un pourcentage de la valeur ajoutée. La cotisation sociale finance exclusivement la sécurité sociale (personnel soignant, retraites, chômage et allocations familiales). Elle est la première répartition de la richesse produite en ce sens qu'elle est versée à la caisse directement et sans délai. De ce fait, elle échappe complètement au capital. La cotisation sociale est du **salaire socialisé**. **C'est une alternative au capitalisme**.
- Définition de l'impôt : **prélèvement sur un ou plusieurs revenus**. Il est versé dans un second temps, soit par les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation...) soit par les impôts indirects (TVA...). De ce fait, l'impôt est la seconde répartition de la richesse produite. L'impôt permet de **corriger en partie les inégalités** créées par le système en récupérant de la richesse déjà distribuée. L'impôt étant prélevé sur le profit, **il a besoin du capital pour exister**.
- Le fait que la cotisation apparaisse dans le PIB montre qu'elle représente une reconnaissance de création de richesse et non une ponction sur la richesse produite. Elle représente la création de richesse créée par le secteur non marchand. En aucun cas elle est une ponction sur les richesses créées par le secteur marchand.
- Pourquoi les termes « **charges patronales** » et « **cotisation sociale** » apparaissent sur beaucoup de bulletins de salaire ? N'est-il pas étrange d'employer un mot à **consonance négative** en ce qui concerne les "coûts" incombant au patron et un mot à **consonance positive** pour les "coûts" qui concernent l'employé ? D'autant qu'il n'y a pas 2 cotisations sociales. Il n'y en a qu'une. Il n'y a aucune raison de vouloir la couper en deux, et en plus de les nommer différemment, si ce n'est pour manipuler les esprits.
- La cotisation sociale est du salaire différé qui **reconnait la qualité de producteur d'une certaine catégorie de personnes qui réalisent des tâches non marchandes** dans l'intérêt collectif. Pourquoi salaire différé ? Parce qu'on n'a pas forcément besoin aujourd'hui d'une infirmière, mais un jour, quand on en aura besoin, au lieu de la payer avec le salaire qu'on aura reçu personnellement, elle sera payée par le salaire qu'on a donné collectivement.

- **Le salaire nous permet de payer des biens et des services. Le salaire différé permet de bénéficier de biens et de services payés collectivement.**
- C'est au collectif de définir les activités qu'il considère comme relevant du service public.

Fiche pratique 2 : différences entre public et privé

- Faisons des économies et cessons de payer les fonctionnaires. Par exemple, confions la santé à des cliniques au lieu de financer à perte les hôpitaux publics. Est-ce que, au final, les infirmiers qu'il faudrait embaucher dans ces institutions privées, ne seraient pas les mêmes qui, auparavant, étaient dans les institutions publiques ? **Comment donc est-il possible que, par le simple fait d'avoir changé le cadre, de public à privé, les activités de ces personnes passent de « charges » à « richesses » ?** Si personne ne soignait personne, ça serait une perte pour tout le monde. Donc les soins sont forcément des apports, des richesses. Mais ces richesses n'existent que si elles sont produites par des personnes, qu'il faut rémunérer, aussi bien dans le public que dans le privé.
- **L'économie est un circuit dans lequel les coûts des uns sont toujours les revenus des autres, et que «prendre l'argent ici ou là» revient à «prendre l'argent à untel ou unetelle » et non à «faire des économies».**
- Les fonctionnaires ne sont pas seulement utiles, ils sont productifs. Quand un collègue privé transmet des savoirs aux élèves, il envoie la facture aux parents. Quand c'est un collègue public, la facture est incluse dans la feuille d'impôts. Dans les deux cas, le collègue a transmis une richesse intellectuelle aux élèves, avec un coût salarial à la clef. Si cette évidence est soigneusement dissimulée par les discours libéraux, c'est parce que **le travail des fonctionnaires échappe aux actionnaires, aux rentiers et aux prêteurs**. Ils ne parviennent pas à en prélever une partie au passage. **Ils travestissent donc la fonction publique en travail non productif**, pour convaincre les gouvernements d'y substituer une fonction privée, qui crée des richesses auxquelles ils ont accès et qu'ils pilotent à leur guise.
- Le service public travaille dans l'intérêt de tous, le privé (dans notre système capitaliste) n'a pour seul but que **de faire du profit au bénéfice des propriétaires lucratifs**.
- **Le privé coûtera toujours plus cher que le public** puisqu'il a cette obligation de profit à dégager.

- Le privé c'est la loi du marché, et donc le "**tous contre tous**" : les entreprises contre leurs concurrents, les employés contre les demandeurs d'emploi (qui risquent de prendre leur place), la classe dominante contre la classe dominée...
- Le service public c'est le "tous ensemble". Chacun travaille pour tout le monde (y compris pour lui) et tout le monde travaille pour chacun.
- Le service public regroupe les biens et les services qui concernent l'ensemble des êtres humains, soit tous les jours, soit à certains moments de la vie : les infrastructures (routes, ponts, transports, bâtiments...), l'énergie (électricité, gaz...), l'eau, la santé (hôpitaux, médicaments, recherche, personnel soignant...), l'éducation, la culture, etc.
- Si débat il devait y avoir, ce serait plutôt du côté des entreprises privées qu'il faudrait le chercher. En effet, **est-on bien certain que tous les salariés du privé, dans tous les domaines, créent de la richesse ?** Que dire des entreprises qui génèrent de la pollution ? Ou conçoivent les produits pour qu'ils tombent en panne prématurément ? Ou organisent des phénomènes de mode frénétiques, amenant les consommateurs à remplacer les objets plus souvent ?
- Le service public est un ensemble d'activités non marchandes qu'il faut rémunérer car indispensables à la vie. Faire du profit avec ces activités indispensables à la vie n'a pas de sens. Par ailleurs, **les salaires du public repartent intégralement vers les activités marchandes**, permettant à celles-ci d'exister. Alors qu'une bonne partie des dividendes des actionnaires partent vers des paradis fiscaux et sont donc perdus pour l'économie nationale.
- L'argent est-il un bien privé ou un bien public ? Si c'est un bien public, pourquoi alors conforter un système qui tend à le privatiser en favorisant l'accumulation de capitaux au profit de quelques dominants ?

Fiche pratique 3 : les producteurs de richesses

- Dans le monde d'aujourd'hui, la différence entre travailler et rendre service est évidente : si je suis payé pour ce que je fais, je peux appeler ça travailler, sinon je dois me contenter d'appeler ça rendre service.
- Pour produire, a-t-on réellement besoin d'avoir peur du patron, d'être dans la crainte du lendemain, d'être tous les jours victimes du chantage à l'emploi, de laisser finalement des gens décider de notre vie et de notre mort ? **Ne produit-on pas mieux dans la sécurité, dans la confiance, dans le respect, dans le collectif ?**
- **La définition du travail est une question de reconnaissance sociale, de convention. Aujourd'hui la définition du travail est imposée par les dominants.**
- L'eau ne bout pas à 100 degrés. Elle bout à 100 degrés parce qu'on a admis collectivement qu'elle bouillait à 100 degrés. On aurait pu décider qu'elle bouillait à 1 000 degrés. Pour elle ça ne change rien. D'ailleurs pour les américains, elle ne bout pas à 100 degrés (Celsius) mais 212 degrés (Fahrenheit). Il s'agit donc bien d'une convention admise collectivement au même titre qu'une journée dure 24h, que l'or est plus précieux que la feuille de platane, qu'on utilise le mot « maison » pour désigner un lieu d'habitation, ou la définition qu'on donne au mot « travail ».
- **Que reconnaît-on socialement comme étant du travail ?** Le trader fait-il un travail utile ? Le retraité trésorier du club de foot du quartier fait-il un travail utile ? C'est à nous, collectivement, de définir ce qu'on reconnaît comme étant du travail. **Il n'y a pas de loi naturelle pouvant définir ce qu'est le travail.**
- Il faut attribuer un salaire, non pas à la personne qui occupe un poste bien précis, mais attribuer un salaire à la personne. Chacun toucherait le salaire correspondant à son niveau de qualification, et ceci à vie et sans conditions.
- Ainsi ce n'est plus le poste de travail qui serait reconnu mais la personne. Ce qui est logique puisque **c'est la personne qui produit, pas son poste.**

- Nous sommes les seuls producteurs de richesses. Il n'y a pas besoin de capital pour produire.
- Nous sommes les seuls légitimes pour gérer les richesses produites puisque c'est nous qui les produisons.
- Pour investir, pas besoin de crédits lucratifs. On peut investir par la subvention. Mais pour cela, il faut récupérer le pouvoir de la gestion de nos productions.
- Quand on demande du pouvoir d'achat, on se relègue nous-mêmes au rang d'êtres de besoins et pas au rang de producteurs de richesses. **On ne veut pas de pouvoir d'achat. On veut du pouvoir. Le pouvoir de gérer nous-mêmes ce que nous produisons, comment on le produit, où et comment on investit.**
- On ne veut pas partager les richesses. On veut **produire autrement** c'est-à-dire **produire en dehors du capitalisme**. Ainsi nous déciderons collectivement où et comment répartir la richesse que nous créons dans l'intérêt de tous et non plus dans l'intérêt du capital.
- Produire autrement on sait faire depuis longtemps par **la cotisation sociale**.
- **Il ne sert à rien d'appliquer des corrections partielles (impôts, minimas sociaux...) à un système injuste et vicié dès le départ.**
- **Il faut arrêter de croire qu'il peut exister un capitalisme vertueux.**

Fiche pratique 4 : les retraites

- Imaginer ce que serait la vie si les retraités ne travaillaient pas : garde d'enfants, soutien scolaire, jardinage, entraîneur dans un club de sport, trésorier dans une association... **Se passerait-on de ce qu'ils font ou devrions-nous payer quelqu'un d'autre pour le faire ?**
- D'après le point précédent, il semble logique qu'il faille rémunérer les activités des retraités même si elles ne sont pas marchandes ni soumises au dictat d'un patron et qu'elles ne sont pas quantifiables. De plus, **les salaires des retraités repartent intégralement vers les activités marchandes, permettant à celles-ci d'exister.** Alors qu'une bonne partie des dividendes des actionnaires partent vers des paradis fiscaux et sont donc perdus pour l'économie nationale.
- Les retraites sont une partie du PIB, c'est-à-dire une partie de la richesse nationale produite hors de l'emploi. Cette mesure de la richesse montre que les retraités créent de la valeur.

Petit calcul simple en guise d'exemple afin de démontrer qu'il n'y a aucun problème de financement des retraites, si ce n'est une volonté politique. Attention certaines valeurs n'ont pas pu être vérifiées. Ce qui importe ici ce n'est pas l'exactitude des chiffres mais le principe qui, lui, est correct.

On nous dit que la part attribuée aux retraites a augmenté. C'est vrai. Mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est que l'assiette a augmenté aussi et dans des proportions bien plus grandes.

Année	Part du PIB attribué aux retraites	PIB	Coût des retraites	Reste de la richesse à distribuer
1980	10%**	450 milliards*	45 milliards***	405 milliards***
2014	15%*	2 000 milliards*	300 milliards*	1 700 milliards

* nombre arrondi ** chiffre estimé *** nombre calculé à partir d'une estimation

S'il est vrai que la part du PIB attribuée aux retraites a augmenté en pourcentage, **le fait de ne pas prendre en compte l'assiette globale pour tirer des conclusions est malhonnête.**

En effet, 1% d'augmentation n'a pas du tout la même signification si le nombre de départ est 10, 100 ou 1 000.

Après avoir distribué les retraites, il reste aujourd'hui environ 1 300 milliards de richesses de plus qu'en 1980. Mais alors, il est où le problème exactement ?

Fiche pratique 5 : les principes de l'actionnariat

On le sait, on nous le dit à longueur d'antennes : l'actionnaire est indispensable car c'est lui qui investit, c'est lui qui prend des risques.

Afin de s'assurer de cela, nous allons décortiquer de façon très simple les étapes de l'investissement d'un actionnaire.

Etape 1 :

L'actionnaire rachète une entreprise ou des actions. De ce fait, il devient propriétaire ou copropriétaire de l'entreprise.

Etape 2 :

Cet état de propriétaire lui donne le droit de tirer sur les bénéfices de l'entreprise, juste récompense de ses investissements. Petit détail : ce sont les actionnaires eux-mêmes qui décident du pourcentage du bénéfice qu'ils s'octroient.

Etape 3 :

L'objectif de l'actionnaire étant d'accumuler du capital à court terme, les montants des dividendes sont à deux chiffres, certains n'hésitant pas à s'approprier jusqu'à 80% des bénéfices (n'oublions pas que la France est devenue championne du monde du versement de dividendes). Il est à noter que l'actionnaire n'a pas à travailler dans l'entreprise pour toucher ses dividendes. Son statut de propriétaire suffit à cela.

Etape 4 :

Asséchée ainsi de ses propres bénéfices, l'entreprise n'arrive plus à vivre. Des plans de licenciements sont organisés par les donneurs d'ordres, c'est-à-dire les actionnaires, non pas pour sauver l'entreprise et les emplois, mais pour continuer à siphonner ce qu'il reste d'argent.

Etape 5 :

Lorsque l'entreprise fait faillite, l'actionnaire part "investir" dans une autre entreprise et l'histoire recommence.

On l'aura bien compris, l'actionnaire n'investit pas. Son but est de prendre le pouvoir sur des producteurs de richesses (employés, ouvriers), de leur siphonner les richesses qu'ils ont produites et de s'enfuir.

Lorsqu'un actionnaire achète des actions, il les achète non pas avec son propre argent gagné à la sueur de son front, mais avec l'argent qu'il a volé aux vrais producteurs de richesses des entreprises précédentes.

Au final, l'actionnaire ne produit absolument rien et investit avec de l'argent qui ne lui appartient pas.

De là à dire que les actionnaires sont des parasites improductifs et dangereux il n'y a qu'un pas... qu'il faut franchir allègrement.

Fiche pratique 6 : la dette publique

Tous nos problèmes viennent de la dette publique. Celle-ci est un fléau et elle est la faute de tous ces services publics, de la politique sociale qui n'est juste que de l'assistanat pour ces salauds de pauvres. Ce "pognon de dingue" gaspillé dans ces choses inutiles autant que futiles fait de notre pays un pays lourdement endetté.

Mais qu'est-ce donc que la dette publique ? En gros, c'est de l'argent que l'État emprunte aux banques privées pour boucler son année. Il serait possible, via une banque publique et via la création monétaire, de gérer de façon responsable les frais et les investissements des services publics et du social. Mais non. L'État est obligé d'emprunter aux banques privées et donc de rembourser des taux d'intérêt (depuis 1973 et l'article 123 du traité de Lisbonne). De plus, seules les banques privées peuvent créer de la monnaie ce qui complique encore les choses. En effet, l'argent est censé être public et pourtant nos gouvernants ont confié cette tâche hautement stratégique au privé. Tu m'étonnes que ça merde !

Mais maintenant que nous avons une dette, il faut la rembourser. Enfin... on l'a remboursé cette dette... depuis longtemps... on l'a même remboursé plusieurs fois... et pourtant elle continue de grossir malgré les politiques mises en place depuis 40 ans (preuve que ces politiques ne sont pas efficaces et donc que nos gouvernants sont soit incompetents, soit malhonnêtes, voire les deux à la fois). Mais alors pourquoi cette dette continue-t-elle de grossir ? Voici un exemple pour comprendre.

Le 1er janvier 2015 j'achète une voiture. Mon banquier me prête 10 000 euros au taux de 7,2%. Mais j'ai mal calculé mon budget et mes revenus ne me permettent pas de rembourser ni les intérêts ni le capital pour le moment. A chaque échéance, je suis obligé d'emprunter en plus le montant des intérêts que je dois sur ce que j'ai déjà emprunté.

Janvier 2025, la voiture a 10 ans et pourtant je suis redevable de 20 000 euros.

Janvier 2065, je devrai 320 000 euros.

Janvier 2115, pour le prêt de 10 000 euros que j'ai contracté il y a 100 ans, mes héritiers devront à la banque... 10,2 millions !

Et voilà donc l'explication. **Si la dette grossit encore et toujours, c'est tout simplement parce qu'elle est faite pour ça.** Il n'y a aucun moyen qu'elle ne baisse. La seule façon de s'en sortir, c'est juste d'arrêter de la rembourser car, on l'aura compris, elle n'est pas justifiée. C'est du racket pur et dur. Quant aux créanciers, ils n'auront rien à dire tant ils se seront gavés dessus pendant des années.

Nous n'avons ici parlé que de la dette publique car c'est seulement elle qui est mise en cause. Pourtant, la dette des ménages n'est pas négligeable. Au passage, lorsque vous sortez de chez votre banquier tout fier d'avoir pu contracté un crédit, savez-vous que en fait vous avez contracté une dette ? Mais en ce qui vous concerne, il faut utiliser un mot positif, un mot valorisant. Alors que pour les services publics, c'est vraiment une dette et non un crédit.

Quant à la troisième dette, celle des entreprises privées, savez-vous qu'elle est supérieure à la dette publique ? Mais ça, il ne faut surtout pas en parler.

Ce chapitre est largement inspiré du livre de André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder intitulé "La dette publique, une affaire rentable - A qui profite le système ?" aux éditions Yves Michel

Fiche pratique 7 : le chômage

Le chômage n'existe pas. Enfin il n'existe pas dans la nature. C'est une pure invention de l'Homme.

Mais pourquoi alors l'avoir créé ? Quelle est sa fonction ?

Le chômage permet aux dominants d'exercer un pouvoir, une peur, un chantage, à l'encontre des dominés afin de les garder bien au frais dans leur rôle de soumis et de redevables.

Si on entre un peu plus dans le détail, est-ce que le chômage signifie qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde ? Pour répondre à cette question, posons d'autres questions.

A-t-on assez de personnel soignant ? A-t-on assez de professeurs/instituteurs ? Est-ce que assez de personnes travaillent sur la transition écologique ~~pour qu'elle avance aussi rapidement~~ ? Que penser du bénévolat ? Y'a-t-il assez de contrôles (évasion fiscale, hygiène alimentaire comme chez Lactalis par exemple, efficacité et effets secondaires des médicaments...) ? Y'a-t-il assez d'exploitants agricoles permettant de cultiver des produits sans pesticides et de qualité ? Et on pourrait trouver des tas d'autres questions...

Bref, malgré les 6 millions de chômeurs, du travail il y en a plein. Énormément. Assez pour tous. La conclusion serait donc que les chômeurs sont des fainéants ? Il faut savoir que la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés. La moitié des chômeurs, c'est-à-dire environ 3 millions, ne touchent pas un centime. Cela signifie qu'ils n'ont pas de quoi se loger, s'habiller, partir en vacances, ni même simplement manger. Ils ne sont donc pas libres. Ils sont à la merci de tout et de tous. Alors traiter ces gens-là de fainéants est juste exécration, abject, méprisant, violent, indigne.

En fait **ce n'est pas du travail qu'il manque. Ce sont des emplois***. Pourquoi ? Parce que la définition du travail est imposée par la classe dominante (*voir la fiche pratique 3 sur la définition du travail*). **Redéfinissons le travail** pour construire un environnement où le chômage n'a pas sa place. Où il n'existe pas. Et où tout le travail qui reste à faire aujourd'hui pourrait être fait car valorisé et financé.

Pour ce faire, il faut produire autrement, c'est-à-dire en dehors du capitalisme, car les entreprises capitalistes ont absolument besoin du chômage. Elles l'entretiennent, l'encouragent. Si ce n'était pas le cas, il baisserait.

** On recense environ 300 000 emplois non pourvus en France. La plupart de ces emplois sont à temps partiel, difficiles, mal rémunérés, avec des horaires décalés, inintéressants voire carrément dangereux pour la collectivité dans certains cas. De plus, il n'est pas possible de vivre dignement avec un temps partiel ou avec un simple SMIC. Travailler dans*

ces conditions ne vous sort pas de la misère. Au contraire, ça vous y conforte, ça vous confirme dans votre situation. C'est pour cette raison que ces emplois ne sont pas pourvus et surtout pas parce que les chômeurs sont des fainéants. Mais si malgré tout ça les 6 millions de chômeurs traversaient la rue pour prendre ces 300 000 emplois non pourvus, il ne resterait plus que 5,7 millions de chômeurs... et le problème serait réglé ?

Fiche pratique 8 : la robotisation

Pour une fois on va commencer par la conclusion : **la robotisation/l'automatisation ne sont pas des dangers pour le travail mais elles le sont pour les emplois.**

Une fois encore je vous renvoie vers la *fiche pratique 3 : les producteurs de richesses* pour en savoir un peu plus sur la définition du travail.

Maintenant que la conclusion est énoncée, passons à l'argumentaire.

L'automatisation des tâches pénibles ou répétitives est plutôt une bonne nouvelle. Faire un travail qui va déclencher au fil des ans des pathologies qui vont venir gâcher les dernières années de la vie, c'est pas terrible.

Ce à quoi il faut veiller, c'est aux dérives dont l'être humain a l'habitude. Par exemple, **il ne faut pas que le robot vienne remplir une tâche qui apporte du bien-être, une satisfaction à celui qui l'accomplit.** L'ébéniste ne prendra aucun plaisir à programmer une machine pour créer un meuble. La brodeuse ne prendra aucun plaisir à programmer une machine qui va broder toute seule. Le joueur d'échecs ne prendra aucun plaisir à jouer contre un adversaire humain en répétant bêtement les coups qu'un ordinateur va lui dicter.

Aujourd'hui on fabrique des meubles à la chaîne uniquement pour des questions de rentabilité et de "diminution des coûts". De ce fait nous n'avons plus d'ébénistes ou du moins plus assez, ce qui fait que ce qu'ils fabriquent est inaccessible économiquement parlant pour la plupart des citoyens. De plus, tous les meubles sont identiques. Aucune personnalisation, aucun intérêt. Sans parler de la qualité plus que médiocre ni de la perte de technicité. Dans ce cas la robotisation n'est pas la bienvenue mais le système capitaliste, dont la seule préoccupation est la rentabilité à court terme, ne donne pas le choix. Si on ne robotise pas ces tâches on est voué à la faillite. **Le danger est là : quand la robotisation est subie, excessive, et imposée par des intérêts privés.**

En revanche lorsque l'automatisation est réellement utile, elle ne prend pas le travail de l'être humain. Elle le déplace. En effet, la tâche que l'automatisation fait disparaître va laisser la place à une nouvelle, que ce soit dans le même secteur d'activité ou dans un autre.

Qui oserait dire aujourd'hui que l'automatisation du lavage du linge par l'invention du lave-linge n'est pas un progrès ? Elle permet de passer moins de temps à entretenir le linge et d'en passer davantage auprès des enfants ou à faire de bons petits plats par exemple.

Comme d'habitude, la solution à ce problème de robotisation/automatisation sauvage est toujours la même : **il faut que nous reprenions le pouvoir sur les outils de production pour qu'ils répondent à l'intérêt général et non plus aux seuls intérêts du capital.**

Fiche pratique 9 : les partis politiques

Dans ce monde qui va toujours plus vite, nous allons essayer de nous poser calmement quelques minutes pour analyser un peu les principaux partis politiques français. Nous allons commencer à balayer notre tour d'horizon par la droite, puis nous nous décalerons progressivement vers la gauche.

Le premier but est de se demander si ces partis ou leurs équivalents ont été un jour élus à la tête d'un pays. Nous en tirerons ensuite quelques conclusions après avoir jeté un œil sur leurs actes.

Rassemblement national : ex-Front national. Ce parti est classé à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Malgré un discours qui se veut proche du peuple, ce parti ne remet aucunement le capitalisme en question. Il se sert même de ce capitalisme inégalitaire et destructeur pour répandre racisme, xénophobie, autoritarisme et violence partout. Nous avons pu voir les effets d'un tel parti au pouvoir en Allemagne dans les années 30-40. Sa doctrine repose sur l'entre soi et la haine des autres, haine promue par la peur. L'Histoire montre que ce parti est élu quand les différents partis qui se sont partagé le pouvoir pendant plusieurs mandats ont perdu leur crédibilité auprès du peuple. L'Histoire montre également que se réfugier dans ce genre de parti pour éviter les autres est particulièrement dangereux. C'est un piège difficile à éviter car il fait appel à des sentiments faciles à aviver : j'ai peur donc pour me protéger je me renferme dans ma communauté et je hais ceux qui n'en font pas partie, ce qui justifie un État policier et répressif. Mais il faut résister et ne pas tomber dans ce piège, celui-ci aggravant de façon dramatique les manques des autres partis.

Les Républicains : ex-UMP classé à droite. Parti dont la seule doctrine est le capitalisme. Pour rappel, le capitalisme consiste à exploiter le travail du peuple pour que les richesses produites profitent à une petite minorité. L'argent produit va ainsi gonfler le capital des nantis au lieu d'être équitablement partagé entre tous les producteurs de cette richesse. Ce parti a plusieurs fois été élu à la tête de la France, la dernière fois entre 2007 et 2012, ce qui montre bien que sa politique n'a pas été efficace. En effet, si le peuple avait été content des résultats, il aurait été réélu autrement que grâce à une opposition face à un candidat de l'extrême-droite. C'était en 2002. Ou sur un programme basé sur la peur en 2007. Rattrapé à la fois par l'accentuation de la pauvreté et par un nombre impressionnant d'affaires de corruptions et autres malversations (Sarkozy, Guéant, Woerth, Balkany, et plus anciennement Chirac, Pasqua, etc...), il a été battu aux élections de 2012.

MODEM/République en marche : le MODEM peut être considéré comme l'ex-UDF. Ces partis sont classés centre-droit/centre-gauche. Le centre arrive généralement aux affaires quand il y a un rejet des partis dits de droite et de gauche, ou bien quand l'un ou l'autre bord est trop affaibli (1974 et 2017). Ainsi, la République en marche est arrivée à l'Élysée en 2017 après 2 quinquennats catastrophiques de l'UMP et du PS. Il est arrivé là sur un malentendu avec un discours "ni de droite ni de gauche". Or, que ce soit un parti du centre-droit ou du centre-gauche ne change rien : le centre est toujours à droite comme le montrent

les différentes décisions prises lors de leurs mandatures. L'arrivée au pouvoir de ces partis est donc une anomalie pour ne pas dire une erreur, ou disons plutôt un trou dans la raquette de la bataille politique. En fait ils remplissent un vide laissé par les autres.

Parti socialiste : classé à gauche. Il a été au pouvoir entre 1981 et 1995, puis de 2012 à 2017. Il s'agit probablement de la plus grande arnaque car, étiqueté à gauche, ce parti est clairement à droite... au moins depuis 1983. Le principe du parti socialiste, c'est de s'accommoder des injustices générées par le capitalisme, et d'apporter des corrections à ces inégalités en saupoudrant quelques miettes au peuple en lui octroyant des aides sociales en tout genre tout à fait répugnantes. En effet, au lieu de faire en sorte que le peuple puisse vivre dignement des fruits de son travail, on l'abaisse à quémander des aides pour survivre. Et pendant ce temps, les riches continuent de s'enrichir. C'est aussi le parti qui a commencé le démantèlement du code du travail dans les années 2010, preuve ultime de sa classification à droite de l'échiquier politique.

France insoumise : classé à gauche. Créé par un politicien issu du parti socialiste, ce mouvement a pris depuis les années 2010 la place qu'avait le PS dans les années 80-90-2000. Il est clair que, par rapport au PS, FI se positionne plus à gauche avec des mesures de bon sens mais, malheureusement, sans remettre en question le régime capitaliste qui est en fait notre seul problème. Toujours avec le même principe : on s'accommode des inégalités générées par le capitalisme (comme s'il n'y avait pas d'alternative) et on saupoudre des miettes au peuple, certes plus grosses que celles du PS, mais des miettes quand même. On conserve les riches actionnaires ainsi que les liens de subordination dans les entreprises. Et on défend des slogans de perdants comme : "il faut taxer le capital" qui, au contraire d'aller à son encontre, le conforte. En effet, si le capital est taxé, plus il y en a, plus on perçoit de taxes. Sacrée aubaine pour les capitalistes ! Si on considère qu'être de droite c'est promouvoir, défendre ou préserver le capital, on peut dire que France insoumise est le parti de droite le plus à gauche de l'échiquier politique.

Parti communiste : ce parti est considéré à l'extrême-gauche. Cela dit, nous venons de voir qu'aucun parti existant ne peut être considéré à gauche. La quasi-totalité des partis sont à droite, seul un est à l'extrême-droite. On peut donc considérer le Parti communiste comme un parti de gauche et non d'extrême-gauche.

Comme il y a une confusion historique avec ce qu'est le communisme, nous allons diviser cette rubrique en deux parties.

- **Le communisme étatique** : pratiqué en URSS (dissoute en 1991). Le fait de dire que ce pays était communiste est une fumisterie. En effet, dans le mot "communisme" il y a le mot "commun". Or en URSS, le peuple travaillait mais était opprimé, muselé, spolié. Et les richesses créées étaient accaparées par L'État et ses serviteurs. Cela ressemblait fortement au système capitaliste mais en y ajoutant la fermeture des frontières et les cachotteries en tout genre. Il y avait aussi de la propagande mais utilisée différemment que par les régimes capitalistes. Donc non l'URSS n'était pas du tout un régime communiste. D'ailleurs, dans URSS, il n'y a pas la lettre C. URSS

signifie Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Comme quoi, quand on parlait d'arnaque au sujet du parti socialiste...

- **Le communisme** : d'abord, qu'est-ce que le communisme ? Comme dit précédemment, dans "communisme" il y a "commun". Le principe originel consiste à ce que chacun travaille pour tous et que tous travaillent pour chacun. En clair, on travaille et on partage équitablement les richesses produites. On supprime ainsi l'assistanat dont profitent les actionnaires et les rentiers dans un régime capitaliste. Attention ! Partager équitablement ne veut pas dire que tout le monde doit percevoir le même salaire ! Mais on fait en sorte, à la fois que tout le monde puisse vivre dignement, et à la fois que personne ne puisse s'enrichir de façon démesurée, le but étant d'éviter qu'une personne mal intentionnée puisse prendre le pouvoir en corrompant une cour. Si tout le monde travaille pour tout le monde, cela exclu bien sûr les petites cachotteries. Le travail collectif est encouragé. Le monde du travail appartient aux travailleurs et non pas aux actionnaires ni à l'État. Chacun doit être maître de son travail. C'est une question de liberté fondamentale. Et le travail est de toute évidence mis en commun. Si une découverte est faite, les résultats sont immédiatement disponibles pour tous dans l'intérêt général et non pas préservés par des brevets qui ne servent qu'à faire des profits... au profit... de profiteurs...

S'il y a le mot commun, cela ne signifie pas que tout appartient à tout le monde. Il y a un certain nombre de personnes, incultes ou malhonnêtes ou les deux, qui vont vous dire que votre stylo ne vous appartiendra pas sous un régime communiste. C'est oublier ce qu'est la valeur d'usage. Bien sûr que le stylo que vous utilisez sera à vous, de même que votre pantalon ou votre voiture. Ce qui est mis en commun dans le communisme, c'est le travail et les bénéfices qui en découlent comme nous l'avons vu au début de cette rubrique, ainsi que les choses essentielles à la vie, autrement dit les services publics.

A ce jour aucun pays n'a essayé le communisme.

Conclusion : nous avons vu que tous les partis ou leurs semblables ont été au pouvoir, à l'exception du parti communiste. Et nous avons pu constater que aucun de ces partis au pouvoir n'a permis de mettre en place une réelle liberté, une réelle égalité, une réelle fraternité et, au final, une réelle émancipation de l'être humain. Les conditions de vie se sont dégradées partout tant et si bien que si on continue comme ça, bientôt il n'y aura carrément plus de vie sur Terre. Définitivement, leurs théologies ne fonctionnent pas. Pourquoi alors ne pas essayer un VRAI régime communiste ?

Fiche pratique 10 : une loi peut-elle être illégale ?

Cette question peut paraître bizarre mais, en ces temps où la légitimité de nos institutions est mise en question, il semble important de se la poser. Et pour commencer, nous allons essayer de définir ce qu'est une loi.

Une loi est votée par des représentants élus par le peuple et non par un gouvernement comme expliqué dans le chapitre *Enfumage lexical - Terme 6 : gouvernement et hommes de pouvoir*.

Cette loi est donc discutée par les représentants du peuple puis votée. Constitutionnellement elle est parfaitement légale. Ceci est la voie classique, indiscutable.

Là où on peut être un peu plus suspicieux, c'est quand une loi est votée sans débat parlementaire par le biais du fameux article 49.3 ou par ordonnances. En effet, si celui qui l'a pondue refuse de la soumettre au jugement des représentants du peuple, il y a fort à parier qu'il y a des raisons particulièrement louches. **Passer des lois ainsi au forceps ne devrait pas être possible dans une démocratie.** Elles sont là encore légales dans le sens constitutionnel, mais on est en droit de se demander si ces articles de la Constitution qui prévoient ça sont bien légaux.

Mais poussons le raisonnement un peu plus loin. Les lois sont votées par des représentants du peuple. Elles doivent donc représenter le peuple dans son ensemble. Par conséquent, elles doivent être acceptées par le plus grand nombre et le fait de les respecter ne doit qu'apporter du positif dans la vie des gens. En effet, quel imbécile ferait voter une loi qui dégrade ses conditions de vie ?

Mais alors, **que penser des lois qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt général ? Que penser de celles qui vont dans le sens de l'intérêt privé réservé à quelques privilégiés ?** Clairement, **elles ne sont pas légales** car elles ne remplissent pas leurs fonctions. Les respecter est donc illégal aussi mais ne nous y trompons pas : ne pas respecter un acte illégal n'est pas être dans l'illégalité. Pour trouver les hors-la-loi, il faut chercher du côté de ceux qui ont écrit et voté ce genre de loi.

Fiche pratique 11 : la valeur marginale décroissante

Quand on a soif, on va boire. Mais avez-vous remarqué que le premier verre d'eau désaltère davantage que le 3ème ? Certes le 3ème est toujours agréable, mais beaucoup moins que le premier. Quant au 5ème, il ne sert plus à rien. On ne l'apprécie même pas. C'est ce qu'on appelle en économie la **valeur marginale décroissante**. Car oui c'est aussi un terme économique qu'on peut donc très facilement appliquer à l'argent.

Si je ne gagne pas d'argent, le moindre euro aura une valeur inestimable. Avec une pièce de 2 euros, je vais pouvoir m'acheter du pain et un petit pot de pâté, industriel bien sûr. Mais au moins je vais pouvoir manger aujourd'hui. Reste à voir si j'aurai autant de "chance" demain. Si je gagne 1 000 euros par mois, je vais avoir du mal à boucler mes fins de mois, je ne vais pas manger tous les jours à ma faim, mais je ne mourrai pas de faim.

Si je gagne 2 000 euros par mois, je vais manger tous les jours à ma faim et je vais en plus me payer quelques loisirs. En faisant attention mais je vais pouvoir le faire.

Si je gagne 3 000 euros par mois, je vais pouvoir me faire davantage plaisir, partir plus loin et plus longtemps en vacances, acheter une plus belle voiture avec des options par exemple.

Si je gagne 5 000 euros par mois, alors là c'est le top. En plus de tout le reste, le prix de la maison que je vais acheter sera moindre puisque je vais pouvoir augmenter mes mensualités et ainsi réduire les annuités de mon crédit (enfin... de ma dette (voir sur la *Fiche pratique 6 : la dette publique*)), et par conséquent payer au final ma maison moins cher que celui qui va gagner 2 000 euros. C'est le fameux adage de Coluche quand il parle des crédits : moins tu peux payer, plus tu payes.

Et si je gagne 10 000 euros, ben là je n'ai plus de contraintes. Je ne sais tellement plus quoi faire de mon argent que j'en fais n'importe quoi : je le mets dans la spéculation, je le planque dans les paradis fiscaux, et plein d'autres choses encore plus inavouables. Bref, gagner 10 000 euros ne sert à rien, n'a pas de sens, ne rend pas plus heureux.

Pour résumer, les euros que je gagne au-delà d'une limite qu'on pourrait estimer aux alentours de 5 000 à 6 000 euros mensuels ont de moins en moins de valeur.

Pourquoi alors, ceux qui gagnent des centaines de milliers d'euros par mois veulent-ils en gagner toujours plus ? Tout simplement pour le pouvoir. **Ce dont ils ont une peur-panique, c'est qu'on les prive de leur pouvoir.**

Il ne sert à rien de demander des augmentations de SMIC, de salaires, de prestations sociales... Pour résoudre notre problème d'injustice sociale, il suffit de prendre le pouvoir. Pas le pouvoir d'achat, juste le pouvoir. Celui qui permet de décider de ce qu'on produit, de comment on le produit, d'où on le produit et de pourquoi on le produit. Prendre le pouvoir non pas à l'Elysée mais sur les lieux de travail, là où est vraiment le pouvoir. Sans nous, ils ne sont rien. C'est nous qui les faisons vivre par notre force de travail et non pas eux qui nous font vivre en nous donnant des boulots pénibles, mal rémunérés, sans aucun sens,

dégradés et dégradants.

Puisqu'ils ne sont pas plus heureux avec tout l'argent qu'ils nous volent, mettons-les dehors, prenons nous-mêmes les décisions dans le sens de l'intérêt général, et tout le monde pourra être heureux.

Prenons le pouvoir dans tous les lieux de travail, mettons en place une vraie démocratie à tous les étages et achevons le capitalisme avant qu'il nous tue tous. Voilà ce qui doit être notre seul objectif.

Fiche pratique 12 : les mauvaises idées

Après avoir fait une revue non exhaustive de quelques dysfonctionnements de notre système capitaliste, il est temps de s'atteler à trouver des solutions alternatives. Et pour commencer nous allons voir quelques idées qui sembleraient aller dans le bon sens mais qui sont en fait de mauvaises idées.

Taxer le capital

Taxer le capital... mais pour quoi faire ? Bien évidemment pour récupérer de l'argent capté par des intérêts privés afin de le mettre au service de l'intérêt général. Autrement dit, en réaffectant ces milliards (car oui on peut sans problème récupérer des milliards indûment perçus par les capitalistes... des centaines de milliards même) dans les services publics : santé, école, énergies, transports... L'idée de taxer le capital part d'un bon sentiment mais c'est une idée dont raffolent les capitalistes. Car **tant qu'on parle de les taxer, on ne remet pas en question leur existence même**. Or, et si vous avez bien lu les précédentes fiches vous le savez déjà, notre seul et unique problème, c'est la concentration des capitaux privés chez une poignée de personnalités richissimes.

Car si on taxe le capital, plus il y en aura et plus il y aura de l'argent pour les services publics. **Loin de l'attaquer, cette fausse bonne idée le renforce**. Pire, le légitime. Or ces milliards ne sont pas légitimes puisqu'ils sont captés, volés sur le travail des employés/ouvriers. Là encore je vous renvoie aux fiches précédentes pour plus d'explications.

Taxer le capital est donc contre-productif. La seule solution c'est de s'en débarrasser complètement. Ce doit être notre seul et unique objectif sinon... on continuera de perdre.

Augmenter les aides sociales

Allocation de rentrée scolaire (ARS), Allocation parentale d'éducation (APE), Aide personnelle au logement (APL), Allocation aux adultes handicapés (AAH), Prime d'activité...

Beaucoup de gens qui bénéficient de ces aides sociales ont un emploi. Mesurez-vous la violence de la situation ? Le citoyen se lève tous les jours pour jouer son rôle d'esclave. Grâce à lui, des actionnaires vont voir leur richesse grossir encore et toujours. Et lui est obligé de s'abaisser à quémander des aides sociales, non pas pour se payer du caviar ou un yacht de luxe, mais seulement pour que ses enfants puissent aller à l'école (gratuite !), qu'il puisse se loger ou simplement manger à peu près tous les jours. Notre société si humaine

considère alors ces pauvres malheureux comme des poids pour la société, qui coûtent un pognon de dingue et qui les placent au rang de ceux qui touchent les mêmes aides mais qui n'ont pas d'emploi, c'est-à-dire au rang des assistés, des salauds de pauvres si on dit tout haut ce que nos gouvernants pensent tout bas.

Et si au lieu d'augmenter les aides sociales on augmentait les salaires ? Cela permettrait à tous ces gens de vivre dignement puisqu'ils passeraient du statut d'assistés au statut de producteurs de richesses. De plus, leurs salaires augmentés iront gonfler les caisses de la sécurité sociale, démarrant ainsi un cercle vertueux et le faisant tourner dans le sens de l'intérêt général.

Baisser les impôts / ~~Exonérer de charges~~ Exonérer de cotisation sociale

La demande de baisse des impôts (ou des cotisations sociales) se rapproche(nt) sensiblement de celle de l'augmentation des aides sociales. C'est pourquoi cette rubrique sera particulièrement courte...

Si on baisse les impôts (ou les cotisations sociales) on baisse les services publics. Or on sait que les services publics coûtent toujours moins cher que le privé (voir sur la *Fiche pratique 2 : différences entre public et privé*), parce qu'ils n'ont pas de bénéficiaires à dégager que donc ils n'ont à se consacrer qu'à l'intérêt général.

Par conséquent, au lieu de baisser les impôts (ou les cotisations sociales), il faut, là encore, augmenter les salaires afin que tout le monde puisse les payer.

Le revenu de base

Disons-le d'entrée de jeu, écrire une rubrique sur ce thème n'est pas simple. En effet, le sujet est vaste et je n'ai pas la prétention de présenter quelque chose d'exhaustif en quelques lignes. De plus, il existe plusieurs types de revenus de base, plusieurs montants, plusieurs financements... Et déjà il existe plusieurs noms pour le désigner : de base ? Universel ? D'existence ? Bref c'est un peu compliqué. Nous allons donc seulement regarder deux-trois caractéristiques de ce revenu qu'on va appeler dans cette rubrique et de façon tout à fait arbitraire... de base.

Le revenu de base est une somme d'argent que l'Etat verse tous les mois à l'ensemble des citoyens sans exception et sans condition. Nous n'allons pas évoquer son financement mais soyez absolument rassurés : la France a sans problème les moyens pour octroyer un tel revenu à sa population. Il n'y a aucun problème de financement. Le seul problème est un simple problème de choix politique.

Les estimations les plus fréquentes placent le revenu de base à hauteur de 400 à 600 euros mensuels. Certes avec cette somme on éradique la grande pauvreté. Mais il est évident qu'il est impossible de vivre dignement avec ça.

Heureusement le revenu de base est cumulable. En clair, si je trouve un emploi, mon salaire va venir s'ajouter au revenu de base. Si par exemple aujourd'hui mon employeur me donne 1200 euros de revenus, avec le revenu de base à 500 euros ça me fera 1700.

Oui enfin ça c'est si je crois encore au père Noël. Car il est bien évident que l'employeur (aidé par le MEDEF) va faire en sorte qu'une partie de mon salaire soit payée par la collectivité. Il me donnera donc 700 euros au lieu des 1200 et les actionnaires n'en seront que plus ravis. Au final je toucherai toujours mes 1200 euros et pas plus. Pardon ? Je crois avoir entendu quelqu'un me parler de SMIC ? Mais c'est quoi le SMIC ? Pensez-vous que Uber et toutes ces entreprises auto-entrepreneuriales sont concernées par le SMIC ? Et de toute façon, vu que son augmentation ne suit pas celle du coût de la vie, le SMIC ne voudra bientôt plus rien dire.

Nous venons de voir que si le revenu de base règlera le problème de la grande pauvreté, il ne résoudra pas le problème de la pauvreté. Il ne résoudra pas non plus celui des grandes fortunes puisque les actionnaires pourront toujours continuer à spolier les producteurs de richesses (autrement dit ceux qui bossent vraiment) et faire des montages financiers dans les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt... tout en touchant eux aussi leur revenu de base.

Le capitalisme sera encore là et bien plus vivant qu'avant ! Nous continuerons à produire de la merde puisque le seul objectif sera de faire du profit à court terme, exactement comme aujourd'hui, sauf que les capitalistes auront encore plus de moyens comme nous venons de le voir, ce qui leur donnera encore plus de pouvoirs dans les milieux politique et médiatique.

Le revenu de base ne résoudra pas non plus le chômage puisque tout le monde sera obligé de trouver un emploi pour essayer de vivre dignement, encore une fois comme aujourd'hui. Ce sera toujours la loi du tous contre tous.

La démonstration pourrait continuer en évoquant d'autres aspects comme l'avenir des services publics et leur financement dans un monde où la puissance publique serait encore plus affaiblie qu'aujourd'hui. Mais les écueils déjà évoqués suffisent à comprendre que le revenu de base ne résoudra aucun des problèmes actuels et que, pire que ça, il les aggravera. Le revenu de base permettra à tous de manger mais pas davantage. Pas davantage cela signifie qu'il ne permettra pas de se loger. Manger dehors 365 jours par an... sacrée avancée sociale !

Et pour couronner le tout, le revenu de base n'aura strictement aucun effet sur le chômage (appelons-le "chantage à l'emploi") ni sur l'exploitation de l'être humain par des capitalistes repus de milliards.

Reconnaissons que les objectifs du revenu de base sont loin d'être ambitieux. En fait ils sont exactement à l'opposé du salaire à vie proposé par l'économiste-sociologue Bernard Friot et son association Réseau salariat. En effet, Réseau salariat propose un vrai projet de société qui détruit complètement le capitalisme et dont le salaire à vie n'est qu'un volet parmi d'autres

tout aussi indispensables. Un projet que je vous invite à découvrir auprès de cette association.

Fiche pratique 13 : la politique des bas salaires

Pourquoi les politiques appliquées par nos divers gouvernements depuis 40 ans sont forcément vouées à échouer ? Il y a plusieurs raisons à cela mais pour faire dans la pédagogie, nous allons prendre un seul exemple et l'expliquer de façon très simple. Cet exemple c'est la politique des bas salaires.

Afin de lutter contre le chômage et d'inciter les entreprises à embaucher, nos divers gouvernements ont décidé de lutter contre le "coût du travail" (alors que le coût du capital est bien supérieur mais bon...) en baissant voire en exonérant complètement de cotisations sociales les salaires au niveau ou proches du SMIC. On remarquera au passage que l'idée même est une aberration car, et les résultats le démontrent, cette politique n'a absolument aucun effet sur le chômage puisque ce ne sont pas les entreprises qui créent les emplois mais les clients (voir le chapitre *Enfumage lexical - Terme 3 : les entreprises créent les emplois*). Mais outre son manque d'effet sur le chômage, cette politique est vouée à échouer. Pire encore : à dégrader la situation. Voici pourquoi.

Si les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires ont été faites pour inciter les patrons à embaucher, elles incitent aussi à embaucher à des salaires bas. C'est évident puisque si en tant que patron j'augmente les salaires, je vais devoir payer les cotisations sociales. Donc j'embauche à bas salaire et je fais tout mon possible pour laisser les salariés avec des bas salaires. Comme parallèlement il n'y a plus de "coup de pouce" au SMIC depuis bien longtemps, ou plutôt comme l'augmentation du SMIC est inférieure à l'inflation (l'augmentation des prix), les smicards arrivent de moins en moins à vivre avec leur salaire, avec les fruits de leur travail. Heureusement, nos intellos de la politique ont inventé les aides sociales qui permettent, à la fois aux petits salaires d'arriver à peu près à boucler les fins de mois, mais qui aussi maintiennent une image des smicards comme étant des assistés, incapables de vivre sans aides.

Or ces aides sociales, financées en partie par l'impôt et en partie par la cotisation sociale, ont de plus en plus de mal à être financées. Pour rappel (voir la *Fiche pratique 1 : la cotisation sociale*), la cotisation sociale est une part du salaire qu'on a décidé de socialiser, de mettre en commun, afin de payer de façon collective certains risques de la vie comme la santé ou le chômage par exemple. Or en exonérant de cotisations sociales les bas salaires, bas salaires qui sont de plus en plus fréquents puisque, comme nous venons de le voir, les patrons n'augmentent plus les salariés, il y a moins d'argent cotisé. Du coup, l'État est bien obligé de baisser les aides sociales octroyées aux salariés... Et la boucle est bouclée.

Afin d'être le plus clair possible, reprenons l'enchaînement des évènements :

- Exonération des cotisations sociales sur les bas salaires implique
- Incitation au maintien des bas salaires aggravé par l'absence d'augmentation du SMIC d'où

- Des salariés qui doivent s'appuyer sur des aides sociales pour arriver à boucler leurs mois ce qui occasionne
- Un plus grand besoin d'aides sociales mais, du fait des exonérations, les aides sociales ne peuvent plus être financées donc
- Baisse des aides sociales qui fait que
- Le salarié n'arrive plus à vivre.

Pour cette raison et plein d'autres que nous avons déjà vues dans les divers sujets traités dans cet ouvrage, la baisse et/ou l'exonération des cotisations sociales est toujours une mauvaise chose, une fabrique à misère, toujours vouée à l'échec. Enfin... à l'échec pour les pauvres. Car pour les plus riches, c'est que du bénéfice en plus.

Fiche pratique 14 : les bonnes questions

Avant d'essayer de résoudre un problème, il faut d'abord le comprendre. Quand on parle ici de résoudre, c'est **résoudre complètement**. Pas de mettre des rustines partout afin de se donner bonne conscience. C'est cette compréhension que cet ouvrage tente d'apporter. Mais pour s'avancer vers les vraies bonnes solutions, c'est-à-dire vers les solutions qui résoudront définitivement le problème majeur, encore faut-il se poser les bonnes questions et leurs poser les bonnes réponses. L'objet de ce chapitre est donc de poser quelques questions, de mettre des réponses en face et de voir ce qu'on peut tirer de tout ça.

La première question qu'on pourrait se poser est la suivante : pourquoi des entreprises (comme Monsanto par exemple) fabriquent-elles des produits qui détruisent la planète ? Pollution des sols, pollution des rivières, massacre des insectes, dégradation de la santé des êtres humains... Tout simplement pour répondre à un problème de course aux profits qui "oblige" les agriculteurs/éleveurs, dans ce monde financiarisé et mondialisé, à surproduire. Alors tout ce beau monde pourrait se tourner vers des solutions tout aussi efficaces mais naturelles. Mais par des normes et des règlements accompagnés d'aides financières pour les faire respecter, les gouvernements ont interdit des pratiques qui étaient utilisées depuis de nombreuses années. Le recours à la chimie et aux produits toxiques est devenu indispensable. Tout ça dans le seul but de générer des flux financiers et des profits. Plutôt que le paysan produise lui-même les produits dont il a besoin, notamment avec les déchets de sa production, on lui impose d'utiliser des produits nocifs. **Pour faire gagner de l'argent aux multinationales, on produit de la merde.** Voilà la justification.

La seconde question, c'est pourquoi des gens acceptent de travailler pour ces entreprises nocives ? Ben parce que la grande majorité d'entre eux n'ont pas le choix. Le chantage à l'emploi orchestré par un chômage de masse fait que les ouvriers, s'ils veulent pouvoir manger, sont bien obligés d'accepter n'importe quel emploi qu'on leur propose. C'est une question de vie ou de mort pour eux. Il y a fort à parier que si on demandait à tous ces ouvriers de ces multinationales polluées de travailler dans une entreprise saine pour le même salaire, ils le feraient.

Troisième question : pourquoi nous vend-on des produits alimentaires qui ruinent notre santé ? Tous contiennent ce qu'on appelle des colorants, des additifs alimentaires, du sel, des sucres ajoutés, superbe cocktail très efficace pour déclencher diverses maladies comme l'obésité, le diabète, le(s) cancer(s), les allergies... Tout ça parce qu'ils reviennent moins cher à produire que des produits naturels inoffensifs. Et parce qu'ils permettent aussi de masquer des goûts ou des aspects douteux, d'augmenter les délais de conservation, écueils qui pourraient freiner les ventes. Ainsi on vend davantage tout en produisant moins cher, donc **on dégage davantage de bénéfices.**

La quatrième question c'est pourquoi on joue avec notre santé en la faisant passer de l'intérêt général aux intérêts privés. On sait que le service public sera toujours plus efficace et moins cher que le privé (voir sur la *Fiche pratique 2 : différences entre public et privé*). Pourquoi alors prendre des décisions qui affaiblissent les infrastructures publiques de santé (exonérations de cotisations sociales, CSG...) ? Justement pour les mettre en difficulté et

pouvoir ainsi pointer du doigt leur inefficacité. On se tourne alors vers le privé pour qui **le seul objectif n'est pas la santé publique mais le profit.**

En plus de la santé, il existe d'autres biens communs, universels, indispensables voire stratégiques comme la recherche, la fabrication et la distribution des médicaments, l'énergie (électricité, gaz), l'eau, les transports (ferroviaire, aérien avec la gestion des aéroports, routier avec notamment les autoroutes), les moyens de communication (téléphonie mais aussi Internet), les médias, ainsi que la monnaie, privatisée depuis 1973 au seul profit des banques. On peut tirer de là la cinquième question : pourquoi donc tous ces biens communs sont-ils bradés aux intérêts privés ? Là encore **pour qu'une poignée de privilégiés** (grands patrons, actionnaires mais aussi politiques et toutes les petites crapules qui les entourent) **amasse des milliards de profits.** Et on fait tout ceci en utilisant bien sûr la même méthode que pour la santé publique comme vu précédemment, c'est-à-dire qu'on coupe les vivres aux services publics, ce qui les met en difficulté et joue sur leur efficacité. Il devient alors facile de démontrer que les services publics sont défaillants et qu'il vaut mieux donner leurs missions aux intérêts privés. On peut trouver beaucoup de mots pour définir pareille attitude de la part de nos élus : malhonnêteté, machiavélisme, violence sociale, manipulation, mensonge, endoctrinement, sarkozysme, hollandisme, macronisme...

Vous pourrez trouver plein d'autres questions comme celles qui précèdent et vous constaterez qu'elles auront toutes la même conclusion, conclusion que voici...

Conclusion : tout est une question d'argent pour le compte d'intérêts privés. Ni plus ni moins. Il n'y a pas d'autre raison que ça. La seule et unique raison qui fait que nous produisons aussi mal, que nous abandonnons tous nos biens collectifs, que nous détruisons la planète et l'humanité, c'est **pour qu'une petite minorité gagne des milliards.** La seule raison qu'il faut retenir pour détruire notre planète et tuer nos vies ce n'est pas pour lutter contre le chômage ou je ne sais quoi d'autre de futile. Non. C'est **uniquement pour enrichir quelques privilégiés.** Et qu'est-ce qui veut ça ? **Le système capitaliste accompagné de la financiarisation de tout ce qui peut rapporter de l'argent.** Pourtant ce système capitaliste n'a rien de naturel. C'est l'être humain qui l'a créé et qui en établi les règles. L'être humain peut donc parfaitement modifier ces règles pour qu'elles répondent à des objectifs au service du plus grand nombre.

Pour s'en sortir, il suffit juste d'arrêter de donner la possibilité à des gens de s'enrichir en faisant n'importe quoi, jusqu'à aller au-delà de la folie. **Un pays pauvre est d'abord un pays qui a des riches.** Alors que faut-il mettre en place pour arrêter tout ça ? Ce sera l'objet des prochains chapitres...

Fiche pratique 15 : l'art du capitalisme

Une capacité incroyable qu'a le système capitaliste, c'est d'**arriver à rendre indispensables et vertueuses des entreprises improductives et/ou inutiles et/ou nuisibles et/ou dangereuses**. Il existe un nombre incalculable d'entreprises de ce genre dont profits, mensonges et communication sont les maîtres-mots.

Pour illustrer ce propos, nous allons comme d'habitude prendre un exemple. Cet exemple sera les entreprises de la grande distribution de type Carrefour, Auchan, Leclerc, Casino, Intermarché, etc. Auxquelles on peut ajouter toutes les autres enseignes plus spécialisées comme Ikea, Decathlon, But, Conforama, etc. Pourquoi choisir cet exemple des distributeurs alors qu'il y a encore plus dangereux (Monsanto, Dassault, les banques et les assurances...) ? Simplement parce qu'il touche tout le monde d'encore plus près.

Pour commencer, demandons-nous ce **que fait vraiment un distributeur**. Ben en fait c'est tout simple : **il prend un produit fini, le pose sur un rayon et le revend en prenant sa marge**. Plus clairement, le distributeur ne produit pas (donc ne sert à rien) et pourtant il se sert grasement et fait donc augmenter les prix. Ou bien, pire encore, les fait tellement baisser que ceux qui produisent réellement n'arrivent plus à vivre de leur travail.

Alors, indispensables ces distributeurs ? Si au lieu d'avoir ces grandes surfaces dévolues à la puissance financière des actionnaires milliardaires, on avait des grands marchés couverts où chaque producteur pourrait venir vendre sa production, ça changerait tout. Et pour les produits qui ne sont pas "fabriqués" sur place comme l'électroménager par exemple, une surface de vente dédiée à la marque avec des vendeurs experts et payés par la marque serait bien plus efficace quand il s'agit de renseigner le client. **Ces marchés couverts seraient la propriété des marchands qui vendent leur production et pas celle d'actionnaires avides de millions.**

On pourrait aussi imaginer, à la place de ces grandes structures situées aux abords des villes, tout un tas de **petites boutiques à proximité des habitations dans des centres villes redynamisés**. On éviterait ainsi les embouteillages et le CO2 rejeté par les véhicules des clients.

De plus, un des gros problèmes de ces distributeurs, c'est qu'ils sont organisés en chaînes, qui plus est des chaînes internationales. Cela leur permet de négocier des prix de plus en plus bas auprès des producteurs car, vu le nombre de magasins distributeurs et le nombre d'unités commandées, le producteur ne peut pas se permettre d'être absent des rayons. Et c'est là que le piège se referme. Les clients et les producteurs étant ainsi pieds et poings liés à ces chaînes de distributeurs, ces derniers rachètent tout ce qu'ils peuvent comme commerces de proximité et peuvent les faire couler tranquillement.

La seule vocation de ces entreprises, c'est de faire des profits en exploitant le travail des vrais producteurs, quitte à ne pas laisser à ces producteurs de quoi survivre. Et on en revient à la phrase d'introduction de ce chapitre. Ces entreprises sont typiques du système capitaliste. Rien de plus, rien de moins. Le système capitaliste, par son ADN même, réussi ce tour de force en fabriquant des machines de guerre commerciale, des grosses entreprises,

multinationales, qui **arrivent à se rendre indispensables uniquement grâce à leur puissance financière**. Une puissance financière qui n'a plus de limite et devant laquelle les gouvernements se mettent (volontiers) à genoux. Voir de telles entreprises générer des profits supérieurs aux budgets de certains pays prouve bien que **ce système ne peut pas fonctionner dans le sens de l'intérêt général. Leur objectif est même tout le contraire.**

Fiche pratique 16 : le bénévolat

Nous avons vu sur la *Fiche pratique 15 : l'art du capitalisme* que le système capitaliste était très doué pour arriver à rendre indispensables et vertueuses des entreprises improductives et/ou inutiles et/ou nuisibles et/ou dangereuses. Mais il est également très doué pour faire passer comme simplement utiles mais non productives des activités pourtant indispensables. Pour ce faire il utilise son prisme.

Prenons un exemple bien connu, celui du gars qui tond la pelouse. S'il tond chez lui, on est bien d'accord que c'est un loisir. Le gars n'est pas payé pour ça donc c'est bien un loisir, une simple activité. Si le même gars fait tondre la même pelouse par une entreprise privée, puisqu'il y a un transfert de monnaie (le client paye l'entreprise), alors il s'agit de travail (au sens capitaliste du terme) et il y a création de richesse. En revanche, si une pelouse est tondue par un employé municipal, ce n'est pas un loisir puisqu'il est payé, mais ce n'est pas non plus une création de richesse : c'est un coût. A moins d'être totalement de mauvaise foi, on voit bien qu'il n'y a aucune logique : **pour une même activité, il y a 3 façons de l'interpréter**. Or dans tous les cas, la pelouse il faut la tondre et le travail à effectuer est le même. **Cette même activité devrait être considérée de la même façon quelle que soit la personne qui la fait**. Seulement, la religion capitaliste déforme la réalité pour faire croire que seules les activités qui mettent en valeur le capital sont créatrices de richesse. Ceci rejoint la définition du travail traitée dans la *Fiche pratique 3 : les producteurs de richesses*.

Il en est de même pour d'autres activités comme, par exemple, la comptabilité d'une association. Si cette comptabilité est faite par un retraité, alors c'est un loisir, une simple activité. Pourquoi ? Parce qu'il n'est ni payé ni obligé de faire ce travail. Oui mais malgré tout, ce travail, il le fait. Et même s'il n'est pas obligé de s'engager dans cette association, à partir du moment où il s'est porté volontaire, il est bien obligé de la tenir cette comptabilité. Mais ce travail n'est pas reconnu par les capitalistes, il n'est pas créateur de richesses. Mais si le retraité ne tient plus cette comptabilité, est-ce qu'on va se passer de la tenir ou bien va-t-on faire appel à une entreprise privée ? Ben on va bien être obligé de prendre la deuxième solution car la compta, il faut de toute façon la tenir. Et là, comme par miracle, il y aura création de richesse. Et pourtant moi je dis que le retraité est payé pour tenir cette comptabilité. Parce que la retraite qu'il touche, on ne la lui donne pas juste parce qu'on est sympa. On la lui donne parce qu'il est productif. D'ailleurs, **si les retraités arrêtaient de travailler** (milieu associatif, garde d'enfants, jardinage, soutien scolaire...), on aurait de gros problèmes. En tout cas **il faudrait bien payer des gens pour faire ce qu'ils font**.

Ces constatations nous amènent naturellement à un mot exécration : le bénévolat. **Oui les bénévoles font des choses utiles. Oui ils produisent de la richesse. Et non il n'est pas normal qu'ils ne soient pas rémunérés**. Le bénévolat ne devrait tout simplement pas exister.

Voyez quand même l'horreur de la chose. On va considérer que méritent salaire des banquiers, des assureurs, des pollueurs, des traders, des marchands d'armes, des actionnaires... En revanche, celui qui va aider les autres, apporter son temps et son

expérience au service de ceux qui en ont besoin ou tout simplement pour entretenir du lien social, ben lui il ne doit pas être reconnu. C'est juste honteux, abject... capitaliste en somme.

Il est vraiment important d'avoir ça en tête et d'arrêter de considérer les bénévoles comme simplement utiles et non créateurs de richesses, et au contraire de se gargariser que notre pays soit devenu l'un des tout premiers exportateurs d'armes. S'il y en a qui ne devraient pas être payés pour ce qu'ils font, ce ne sont pas les bénévoles.

Pour compléter et conclure ce sujet, je vous renvoie au chapitre *Hors-série 6 – Réflexion sur l'hymne des Restos du cœur de l'année 2012* où nous traitons du bénévolat d'après une chanson des Restos du cœur : "Encore un autre hiver".

Fiche pratique 17 : bilan non exhaustif

Quelle société voulez-vous ? Voulez-vous une société rassurante, qui assure à tous et toutes une vie digne et sans souci du lendemain ? Ou préférez-vous une société où il va falloir "gagner" sa vie, se battre contre les autres en permanence pour pouvoir non pas vivre mais survivre ?

Cela ne dépend que de quelques décisions politiques. Alors la plupart des gens disent que ce n'est pas possible, que c'est utopique. Le croyez-vous vraiment ?

Prenons l'exemple du CICE. Le CICE c'est 20 milliards que Hollande a d'abord trouvés puis ensuite distribués sans conditions aux entreprises. Macron arrive et il double cette somme. **En 2019 ce sont 40 milliards qui se sont envolés vers les paradis fiscaux. Là, comme c'est étrange, l'utopie n'existe pas.** Pourtant ces 40 milliards ils les ont bien trouvés. Mais si leur choix politique avait été de les distribuer non pas aux actionnaires (puisqu'il s'avère que finalement c'est à peu près ce qui est arrivé) mais qu'ils en avaient consacré la moitié, disons... à la santé par exemple, le fameux trou de la sécu qui se monte à moins de 10 milliards serait largement résorbé et nos hôpitaux auraient de quoi nous soigner dans de bonnes conditions, tant pour les malades que pour le personnel. Oui si ces 40 milliards annuels étaient utilisés dans le sens de l'intérêt général, ils auraient commencé à changer le monde.

Donc il n'y a aucune utopie. Il faut absolument vous sortir ça de la tête. Il y a juste des choix politiques, des choix de société.

Cette dernière fiche sera un peu particulière puisqu'il s'agit d'un résumé des **choses essentielles à retenir et qu'il ne faudra surtout pas oublier lorsque nous dévoilerons les solutions.**

Voici donc quelques points majeurs à **constamment** garder à l'esprit. Cette liste est évidemment loin d'être exhaustive...

* L'économie est un circuit dans lequel les coûts des uns sont toujours les revenus des autres, et que «prendre l'argent ici ou là» revient à «prendre l'argent à untel ou unetelle » et non à «faire des économies».

* Un pays pauvre est d'abord un pays qui a des riches.

* Il ne sert à rien d'appliquer des corrections partielles (impôts, minimas sociaux...) à un système injuste et vicié dès le départ.

* Il faut arrêter de croire qu'il peut exister un capitalisme vertueux.

* Le service public travaille dans l'intérêt de tous, le privé (dans notre système capitaliste) n'a pour seul but que de faire du profit au bénéfice des propriétaires lucratifs.

- * Le privé coûtera toujours plus cher que le public puisqu'il a cette obligation de profit à dégager.
- * Que reconnaît-on socialement comme étant du travail ? Le trader fait-il un travail utile ? Le retraité trésorier du club de foot du quartier fait-il un travail utile ? C'est à nous, collectivement, de définir ce qu'on reconnaît comme étant du travail. Il n'y a pas de loi naturelle pouvant définir ce qu'est le travail.
- * La définition du travail est une question de reconnaissance sociale, de convention. Aujourd'hui la définition du travail est imposée par les dominants.
- * Une somme colossale de travail est affectée à des activités nuisibles ou inutiles, qui font barrage à des activités dont nous manquons.
- * Redéfinissons le travail pour construire un environnement où le chômage n'a pas sa place. Où il n'existe pas.
- * L'être humain peut parfaitement modifier ces règles pour qu'elles répondent à des objectifs au service du plus grand nombre.
- * Il faut que collectivement on reprenne le pouvoir sur nos outils de production.
- * Sur chaque produit que vous achetez, une partie sert à payer la pub.
- * Payez pour une presse sans publicité.
- * Un pays démocratique ne peut pas avoir de gouvernement ni d'hommes de pouvoir. Ça n'a pas de sens.
- * Une capacité incroyable qu'a le système capitaliste, c'est d'arriver à rendre indispensables et vertueuses des entreprises improductives et/ou inutiles et/ou nuisibles et/ou dangereuses. Mais il est également très doué pour faire passer comme simplement utiles mais non productives des activités pourtant indispensables.
- * Pour faire gagner de l'argent aux multinationales, on produit de la merde.
- * Vous n'en avez pas marre d'être sans cesse pris pour des cons par les actionnaires ?
- * Ce dont ils ont une peur-panique, c'est qu'on les prive de leur pouvoir.
- * Il ne faut pas espérer que nos gouvernants prennent une décision en faveur du bien commun. S'ils le font c'est qu'il y a une arnaque. Jamais mais alors vraiment jamais ils prendront une décision qui ira dans le bon sens. 50 ans d'espairs déçus doivent suffire à être convaincus de cet état de fait. Si ce n'est pas le cas, devons-nous attendre l'extinction de l'être humain pour en être enfin persuadés ? Mais alors il sera trop tard...
- * La solution ne viendra pas des urnes mais de nous, collectivement.

* Prenons le pouvoir dans tous les lieux de travail, mettons en place une vraie démocratie à tous les étages et achevons le capitalisme avant qu'il nous tue tous. Voilà ce qui doit être notre seul objectif.

Chapitre 2

ENFUMAGES LEXICAUX

Enfumage lexical - Terme 1 : augmentation du pouvoir d'achat

Augmenter le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales (et les impôts) n'est pas une augmentation mais une régression. Voici pourquoi.

Avant tout, il faut savoir à quoi servent les cotisations sociales et les impôts. Ils permettent de mutualiser les moyens afin de rendre des services publics à l'ensemble de la population. Le même service pour tous à des tarifs bas ou gratuits ainsi que des prestations diverses (santé, éducation, électricité-gaz, transports, eau, retraite, chômage, allocations familiales, police, justice...). Tous les mois, sur nos bulletins de salaire, on constate qu'une partie de notre paye est consacrée à ces services-là. Par conséquent, les cotisations sociales sont aussi notre salaire. Elles sont la partie socialisée de notre salaire.

Normalement, **quand le salaire net augmente, les cotisations sociales augmentent automatiquement** puisqu'elles représentent une part de notre salaire. C'est simple à comprendre : si je gagne 1000 avec un taux de cotisation à 20% par exemple, le montant des cotisations se montera à 200. Si je gagne 2000, les 20% de cotisation représenteront 400. Implacable logique mathématique.

Mais ce que font nos dirigeants depuis plusieurs décennies **quand ils augmentent le salaire net, ils en profitent pour baisser la part des cotisations.**

Pour reprendre notre exemple mathématique précédent, si je gagne 1000 avec un taux de cotisations à 20%, le montant des cotisations se monte à 200. Mais si je gagne 1200 et que le taux de cotisation passe à 10%, le montant alloué aux cotisations passe à 120. Autrement dit, la soi-disant augmentation de notre salaire net est en grande partie financée par notre salaire socialisé. En clair, **on se finance nous-mêmes une pseudo-augmentation.** Déjà on voit bien l'arnaque mais ça va encore plus loin.

La baisse des cotisations signifie que des services rendus jusqu'ici par la puissance publique le seront désormais par le privé. Or le privé coûtera toujours plus cher que le public à cause du profit qu'il doit dégager (*voir la fiche pratique 2 : différences entre public et privé*). Donc, si les cotisations baissent au même niveau que le net augmente, **ce qu'il faudra dépenser par la suite pour compenser le passage du public au privé sera supérieur à cette augmentation.**

Conclusion, si dans un premier temps on croit voir une augmentation du pouvoir d'achat, dans un second temps on constatera une diminution.

Enfin on constatera... le problème c'est justement que c'est tellement sournois que beaucoup ne s'en rendent pas compte ou du moins ne comprennent pas l'origine de leur baisse de pouvoir d'achat. Au lieu de demander des hausses de salaires (pour à la fois augmenter le pouvoir d'achat mais aussi le salaire socialisé), ils demandent une baisse des cotisations-

impôts, faisant ainsi le jeu des riches qui n'en demandent pas tant. Le gouvernement va alors de nouveau diminuer les cotisations-impôts et la situation va encore et toujours s'aggraver.

Et pourtant la solution est tellement simple. Elle ne dépend que d'un **choix politique**. Ni plus ni moins.

En effet, au lieu de diminuer les cotisations pour augmenter le salaire net, il suffirait de prendre sur le capital et les profits (on pourrait commencer par récupérer les 40 milliards de CICE qui est sans aucun doute une des plus grosses arnaques de tous les temps).

La part des profits a progressé de 10% en 20 ans alors qu'on voit une baisse du niveau de vie pour 90% de la population, ce qui est normal puisque le profit va directement dans la poche des propriétaires lucratifs avant de partir grâce à l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux. Ce n'est donc pas une bonne solution. Mais en déplaçant ces profits vers la cotisation sociale, cette énorme masse d'argent profiterait à tous. Mais, pour le président des riches et toute l'oligarchie qui l'entoure, cette solution est impensable.

Enfumage lexical - Terme 2 : la démocratie participative

Voilà un grand progrès de notre République que la "démocratie participative". Deux mots à consonance très positive ne peuvent pas sous-tendre un piège.

Eh ben peut-être que si ! Rappel des définitions...

Démocratie : système politique, forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple.

Participatif : qui implique une participation active des protagonistes dans une action, une activité.

Bon maintenant décortiquons tout ça.

Dans une démocratie, c'est le peuple qui est souverain. Autrement dit, et même s'il passe par des représentants, dans la mesure où les décisions sont de nature à changer significativement la vie, le peuple doit donner son accord au préalable. De même, si les représentants ne représentent plus le peuple, ils doivent être remplacés par des représentants... représentatifs si j'ose dire.

Si on se sent obligé d'accoler le mot "participatif" à celui de "démocratie", c'est-à-dire si on insiste bien sur le fait que les protagonistes, ici le peuple, doivent avoir une participation active, c'est que la démocratie telle que nous la vivons au quotidien **ne prévoit pas cette participation par nature**.

Et si on doit appuyer le sens du mot "démocratie" par le mot "participatif", **si ce mot "démocratie" seul ne suffit pas**, quelle est la légitimité des représentants élus dans le cadre d'une société qui se veut démocratique ? Notre société ne serait donc pas démocratique ?

L'Histoire de France, y compris l'Histoire contemporaine, nous prouve tous les jours que, en effet, nous ne sommes pas dans un système démocratique. Alors pour tenter de cacher cet état de fait, pour mieux manipuler les esprits, nos soi-disant représentants ajoutent ce petit mot, "participatif", afin qu'ils se donnent bonne conscience... en espérant noyer le peuple sous cette expression pléonastique.

Enfumage lexical - Terme 3 : les entreprises créent les emplois

C'est une certitude : ce sont les entreprises qui créent les emplois. Cela ne se discute pas. Et c'est forcément vrai puisqu'on nous le rabâche à longueur d'antenne et d'articles. C'est pour ça qu'il faut choyer les entreprises ; pour qu'elles embauchent.

Bon. Réfléchissons un peu. Prends ta tête à deux mains mon cousin... Les entreprises créent les emplois. Mais si seules les entreprises créent l'emploi, pourquoi alors ne créent-elles pas les 6 millions d'emplois nécessaires afin que tous les chômeurs aient un boulot ? C'est vrai ça. Si elles seules sont créatrices d'emplois, qu'est-ce qui les empêche d'en créer autant que nécessaire pour qu'il y ait le plein-emploi ?

Peut-être parce qu'il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu... Et peut-être que le facteur principal de création d'emplois n'est pas l'entreprise...

Maintenant, raisonnons.

Qu'est-ce qui empêche les entreprises de créer des emplois ? Tout simplement leur trésorerie. Une entreprise doit dégager des bénéfices. C'est sa raison d'être. Pour cela, elle doit produire et vendre ses produits. Grâce à ses ventes, elle peut acheter des matières premières et payer ses salariés grâce auxquels les marchandises naissent et donc produire à nouveau. Mais s'il y a trop de masse salariale, l'entreprise ne peut pas payer ses salariés. Donc à un moment, aussi gentille soit-elle, l'entreprise ne peut décemment plus embaucher.

Pour embaucher encore, il faudrait qu'elle gagne davantage d'argent. Donc il faudrait qu'elle vende davantage de produits. Et comment peut-elle vendre davantage ? Tout simplement en augmentant le nombre de ses clients.

Vous l'avez compris. **Ce n'est pas l'entreprise qui crée les emplois ; ce sont les clients.** Une entreprise qui a un carnet de commandes rempli devra acheter davantage de matières premières et embaucher de nouveaux salariés afin de produire et vendre davantage. **Non seulement elle sera obligée d'embaucher, mais en plus elle sera très contente de le faire.** Ce cercle vertueux se retrouve aussi dans les entreprises tierces, comme celles qui vendent les matières premières, puisqu'elles devront elles aussi embaucher.

Conclusion, baisser les salaires va forcément augmenter le chômage. Les augmenter, c'est-à-dire augmenter le nombre de clients, va forcément le faire baisser.

Mais alors pourquoi les entreprises (on parle ici des grandes entreprises, celles qui dégagent des millions ou des milliards de bénéfices et qui ont des actionnaires à leur tête - on ne parle pas ici des entreprises à taille humaine qui ont un patron qui n'arrive pas toujours à se payer)... Bref reprenons...

Mais alors pourquoi les entreprises continuent-elles à crier que les salaires sont trop haut ? Tout simplement pour garder le pouvoir. Pour maintenir les travailleurs (dont les chômeurs) à l'agonie, pour leur faire du chantage à l'emploi, pour les mettre en concurrence, le tout afin de pouvoir continuer à tout contrôler. Elles veulent de l'argent, mais avant tout, elles veulent le pouvoir. C'est parce qu'elles ont le pouvoir qu'elles gagnent. C'est parce qu'on ne l'a pas qu'on perd.

Et pour asseoir davantage leur pouvoir, les entreprises capitalistes ont absolument besoin du chômage. Si ce n'était pas le cas, il baisserait.

Enfumage lexical - Terme 4 : pollueur payeur

Les gens bien-pensant défendent becs et ongles la notion de pollueur-payeur. Si tu pollues tu dois payer. Le but étant bien sûr de dissuader les gens de polluer afin de moins payer.

Si cet adage peut paraître logique et si beaucoup le défendent de façon sincère, la réalité est tout autre.

En effet, quand des multinationales font des millions voire des milliards de bénéfices, comment une petite taxe sur la pollution qu'ils émettent pourrait les inciter à changer leurs modes de production ? Cela ne représente rien en rapport avec ce qu'ils gagnent ni même en rapport avec ce qu'ils devraient investir pour modifier les outils de production. Il faut bien rappeler que ces multinationales ne voient que le profit à court terme. Tout le reste, que ce soit l'état de notre planète et de leurs habitants ou celui de leurs salariés, n'entre même pas en ligne de compte.

Pollueur-payeur est donc encore une fois un slogan de perdant qu'il faut absolument proscrire.

Mais alors comment faut-il faire pour produire sans polluer (ou au moins en limitant la pollution dans un premier temps, le temps de la transition) ? Il n'y a pas deux solutions, seulement une : **il faut que collectivement on reprenne le pouvoir sur nos outils de production** afin de décider nous-mêmes, collectivement et donc dans l'intérêt général (et non plus dans l'intérêt seul du capital) ce que nous produisons, comment nous le produisons et où nous le produisons.

Vous trouverez des compléments à ce sujet sur la *fiche pratique 3 : les producteurs de richesses*.

Enfumage lexical - Terme 5 : la presse gratuite

La presse qui est distribuée gratuitement dans certains commerces ou aux entrées de métro est-elle réellement gratuite ? Pourtant il y a bien des gens qui écrivent dedans, qui fournissent un travail qu'il faut rémunérer. On sait qu'ils ne sont pas payés par leurs lecteurs et qu'ils ne sont pas non plus subventionnés. Mais alors d'où vient l'argent nécessaire pour les payer ? De la publicité payée par les annonceurs bien sûr. Et c'est donc grâce à tous ces gentils annonceurs qu'on peut s'informer gratuitement.

Mais... est-ce que c'est vrai ?

Si les annonceurs payent les journaux pour diffuser leur publicité, il faut bien qu'ils trouvent cet argent quelque part. Et comme toujours, ils le trouvent dans les poches du consommateur. **Sur chaque produit que vous achetez, une partie sert à payer la pub.** Si la publicité n'existait pas, les produits seraient moins chers. Et ces coûts sont loin d'être négligeables : entre 600 et 2000 euros lorsque vous achetez une voiture en fonction des marques. C'est énorme !

Donc, **votre presse gratuite, vous la payez tous les jours quand vous faites vos courses.** Non la presse gratuite ne l'est pas. On vous fait juste croire qu'elle l'est.

Mais bon à la limite pourquoi pas. L'important c'est qu'on puisse avoir de bonnes informations.

Mais... est-ce que c'est vrai ?

Si je suis un annonceur et que donc je fais vivre un journal, qu'est-ce que je vais faire si le journal raconte que je paye mal mes employés, que je les exploite, que je pollue l'air, l'eau et les sols aux 4 coins du monde, ou bien que je place mes bénéfices dans des paradis fiscaux au lieu de participer à l'intérêt général en payant scrupuleusement mes cotisations et impôts ? Ben je vais arrêter de passer ma pub dans ce journal. J'irai payer chez un concurrent et le journal ne paraîtra plus. C'est pour ça que les journaux omettent souvent (pour ne pas dire toujours) des informations essentielles. **Ils n'écrivent pas pour les lecteurs mais pour les annonceurs.** Ils se doivent de les satisfaire.

En conclusion, la presse gratuite n'est pas gratuite. Tout le monde la paye. **Sans le savoir, je finance tous les jours des journaux que je ne lis jamais et pour lesquels je n'ai aucune sympathie.** Désolé mais ça me fait mal au c...

Mais en plus de ne pas être gratuite, elle n'informe pas. Enfin on parle de la presse gratuite... mais **il en est de même avec la presse payante qui vit en grande partie avec la pub et que, du coup, on paye deux fois.** L'ensemble des journaux qui vivent essentiellement de la pub ne sont pas fiables. Ils sont aux ordres des annonceurs, exactement comme ceux de la

presse dite gratuite. Et cela vaut aussi pour les informations diffusées sur les diverses chaînes de télé.

Donc s'il vous plait, **arrêtez de cautionner toute cette fausse presse**. Arrêtez de regarder les journaux télévisés. Arrêtez de prendre les journaux qu'on vous tend gracieusement à l'entrée du métro. Et **payez pour une presse sans publicité**. C'est la seule qui vous informe vraiment.

Voici quelques idées de sources d'informations (dans l'ordre alphabétique) qui sont complémentaires :

- Le trimestriel **Acrimed** qui met en lumière la façon dont les médias traitent l'actualité.
- Le **Canard enchaîné** : pour l'envers du décor.
- **Fakir** : pour les témoignages depuis le terrain.
- **L'Humanité** : pour les informations quotidiennes et les décryptages.
- **Médiapart** : pour l'immédiateté des informations et l'aspect participatif.
- Le **Monde diplomatique** : pour la profondeur des dossiers.
- La chaîne Youtube "**Ouvrez les guillemets**" du chroniqueur Usul.
- La **Pompe à phynance**, le blog tenu par Frédéric Lordon sur le site du Monde diplomatique.

Cette liste n'est pas exhaustive (on pourrait ajouter le mensuel **la Décroissance**), preuve que les choix ne manquent pas si on veut vraiment trouver de la bonne info. C'est juste une question de volonté... comme toujours.

Enfumage lexical - Terme 6 : gouvernement et hommes de pouvoir

Ce que dit à demi-mot notre président : "j'ai été élu ce qui me donne le droit de faire ce que je veux jusqu'aux prochaines élections, que les décisions que je prenne vous plaisent ou pas". Presque il pourrait reporter la responsabilité sur le peuple en lui disant : "vous n'aviez qu'à pas faire l'erreur de m'élire. Na !"

C'est aussi absurde que de donner le droit à l'esclave de choisir son maître ou au condamné à mort de choisir son bourreau. Et c'est comme ça qu'on nous le vend, tout en cachant soigneusement qu'il existe des maîtres et des bourreaux et que justement ce sont eux qui tiennent les manettes. Et le pire c'est qu'on l'accepte. Pourquoi ?

Parce qu'on a abandonné la bataille des mots, de la sémantique. **Et pourtant c'est essentiel** dans la recherche de la vérité ou dans l'endoctrinement d'une population. Par exemple, **dire qu'on a un gouvernement est de l'endoctrinement** au même titre qu'employer des termes comme la croissance négative (ou même la croissance tout court d'ailleurs), ou de dénoncer la radicalisation des banlieues ou celle d'un mouvement social, ou d'affirmer qu'il n'y a pas assez d'argent pour verser une retraite décente à partir de 60 ans (et même avant), ou encore de parler de liberté de la presse quand elle est tenue par des milliardaires et ne vit que par la publicité (voir le chapitre *Enfumage lexical - Terme 5 : la presse gratuite*). **A force de rabâcher ces termes à longueur d'années et d'antennes, tout le monde finit par admettre que ce sont des vérités.**

La vérité serait de dire qu'on a des représentants. La différence est majeure en ce sens qu'intrinsèquement, le mot "gouvernement" signifie que ceux qui le composent ont la légitimité pour prendre toutes les décisions qu'ils veulent, y compris quand elles vont à l'encontre de l'intérêt général. Alors que des représentants appliquent des décisions venues du peuple... ou sont remplacés quand ils ne représentent plus l'intérêt général.

On doit donc avoir des représentants car, dans une démocratie, celui qui gouverne, c'est le peuple. **Un pays démocratique ne peut pas avoir de gouvernement ni d'hommes de pouvoir. Ça n'a pas de sens.** Il faut absolument refuser, nier, bannir ces termes. On devrait pourrait même aller jusqu'à sanctionner ceux qui les prononcent parce qu'ils incitent à la prise de pouvoir d'un groupe restreint sur tout un peuple, ce qui ne correspond ni à la définition du mot "Démocratie", ni à la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

En laissant dire et en employant ces termes, donc en donnant une légitimité à ces "gouvernants", nous, peuple, sommes dans l'illégalité, et même dans un crime contre l'Humanité puisque toutes les décisions prises depuis des décennies sont en train de détruire la planète et tout ce qui s'y trouve. Et en plus d'être des criminels on est des imbéciles car les victimes... c'est nous.

Enfumage lexical - Terme 7 : self-made-man

Tout le monde est en admiration devant les self-made-men. Ceux qui, partis de rien, sont arrivés à créer une grande entreprise en solitaire, sans avoir besoin de personne. Les grands génies des temps modernes qui trafiquent tout seul dans leur garage des prototypes qui se vendront ensuite par millions d'exemplaires à travers le monde. Non vraiment, sans ces personnes exceptionnelles, où en serions-nous ?

Oui mais... sans nous... où en seraient-ils, eux ? Se sont-ils réellement "faits" tout seul ? Essayons d'établir une liste (non exhaustive) des personnes sans qui ces génies n'auraient pas pu brandir tous ces millions de dollars.

- Déjà, ils ont eu besoin d'un père et d'une mère.
- Ils ont aussi eu besoin d'obstétriciens, de sages-femmes, d'infirmières...
- Et de maternités donc d'architectes, de maçons, de fabricants de matériaux divers pour pouvoir les construire.
- Puis de matériels médicaux qui ont dû être conçus, fabriqués, livrés, installés et utilisés.
- Et d'électricité, d'eau courante, de chauffage aussi.
- Et pour amener ce génie à la maternité, il a fallu construire une voiture, laquelle a aussi été conçue et fabriquée ainsi que toutes les pièces qui la composent.
- Mais pour que cette voiture roule, des routes bien entretenues ont été nécessaires.

Bon pour une personne qui s'est faite toute seule, c'est-à-dire une personne qui ne doit sa richesse qu'à son seul et unique talent, on voit déjà qu'un bon paquet de personnes ont été indispensables uniquement pour sa simple naissance.

Passons maintenant à la suite de la liste.

Parce que les génies n'ont pas la science infuse, il a fallu donc :

- Des instituteurs et des professeurs...
- Lesquels sont également nés (avec donc les mêmes besoins que ceux cités précédemment), ont été formés par des gens nés et formés.
- Tous payés par la puissance publique, donc par les impôts de millions de gens qui ont travaillé tous les jours.
- Pour diffuser cette instruction, des écoles, collèges, lycées, universités, des livres avec des auteurs, des vidéos/tutoriels, des stylos, des feuilles de papier et tout le matériel nécessaire à l'apprentissage ont été conçus et fabriqués.
- De plus, l'idée de base du produit final a probablement germé au fil des rencontres, des échanges, des discussions avec des collègues étudiants, avec la famille, en lisant des livres, en regardant des reportages...

- Et une fois l'idée conçue, il a bien fallu des gens pour fabriquer, puis distribuer ce nouveau produit.
- Et il faut aussi des gens qui l'achètent, donc qui travaillent et qui, chacun dans leur domaine, apportent quelque chose d'important à la vie en société.

Enfin, depuis que l'Homme avance dans la connaissance et dans l'amélioration de son cadre de vie, ce ne sont pas des millions mais des milliards de gens qui ont contribué à faire de ce génie un self-made-man.

La conclusion c'est qu'il n'existe pas de self-made-man. Chacun apporte sa pierre à l'édifice. Celui qu'on considère comme un self-made-man l'apporte autant que les autres. Pas plus, pas moins. **Le problème c'est qu'en donnant trop d'importance à ces personnes, on trouve ensuite légitime qu'elles en exploitent d'autres qui sont pourtant essentielles à leur réalisation.**

Prenez par exemple une entreprise avec un patron et 50 employés qui travaillent dans des ateliers de fabrication. Enlevez les employés pendant une journée et immédiatement plus rien ne se fabrique. Enlevez le patron pendant une semaine et personne ne s'en rend compte.

On est tous dépendants les uns des autres. Chacun apporte au collectif ou du moins chacun peut apporter au collectif. Si aujourd'hui certains sont exclus ou se sentent inutiles, c'est simplement parce que le monde du travail est verrouillé, anesthésié par la définition du travail imposée par les dominants (*voir la fiche pratique 3 : les producteurs de richesses*).

Et pourtant, il est évident que chaque individu est important, essentiel, quelles que soient ses connaissances, quelles que soient ses compétences, quels que soient ses talents.

Enfumage lexical - Terme 8 : nous vivons dans l'abondance

Il est évident que nous sommes dans une société d'abondance. On n'a pas à se plaindre car nous avons de tout. Par exemple, quand on veut acheter un pull, on a des dizaines de modèles à notre disposition, chacun se déclinant en plusieurs couleurs ce qui multiplie encore les choix. Et ceci est vrai pour plein de produits : téléviseurs, téléphones portables, aspirateurs, voitures, etc, etc, etc... On peut même manger des tomates en plein hiver ! Bon elles n'ont pas de goût à cause des divers traitements qu'elles subissent pour lutter contre les maladies, les parasites et pour les aider à supporter le voyage. Mais l'essentiel n'est-il pas de pouvoir en manger quand notre caractère capricieux a décidé qu'on en voulait ?

Mais si on allume notre cerveau 2 minutes et qu'on réfléchisse un peu, on va finir par se poser cette question : a-t-on vraiment besoin de tout ça ? Les gens qui fabriquent ces multiples modèles qui finalement se ressemblent tous ne pourraient-ils pas être plus utiles à d'autres tâches ? Au final, ne manque-t-on pas de l'essentiel ? Et vu la qualité de tous ces produits, en fait, ne manque-t-on pas de tout ? Cette soi-disant abondance n'est-elle pas préfabriquée ?

Y'a-t-il assez de consultations médicales ? Auparavant chacun avait droit à une visite médicale par an en guise de prévention. Maintenant c'est une tous les deux ans... et encore. A-t-on assez de maternités ? De médecins généralistes ? D'ophtalmologues ? A-t-on assez d'enseignants ? A-t-on assez de producteurs agricoles qui font de la qualité ? Où sont nos industries ? Où en est la production manufacturière ? Et les artisans, peuvent-ils vivre décemment de leur métier ou sont-ils obligés de faire dans le bas de gamme ou l'industriel afin d'éviter de mettre la clé sous la porte ? Qu'en est-il des métiers de services du genre plombiers, menuisiers, peintres ? Et on pourrait trouver bien d'autres exemples.

Cela prouve que du travail à faire, il y en a plein. L'espace de production économique, dans un sens très large, n'est pas du tout saturé. Au contraire, nous manquons de tout ! **Une somme colossale de travail est affectée à des activités nuisibles ou inutiles, qui font barrage à des activités dont nous manquons**, et c'est précisément cette profusion d'activités qui explique que, tout à la fois, nous avons l'impression trompeuse d'être dans un confort inégalé alors que nous sommes, en réalité, privés de beaucoup de choses et notamment de l'essentiel.

Il faut absolument sortir de cet état de fait et pour en sortir, il faut prendre le pouvoir du travail aux dominants. C'est la première chose à faire.

Pour en savoir davantage sur la définition du travail, je vous renvoie à la *Fiche pratique 3 : les producteurs de richesses*.

Enfumage lexical - Terme 9 : le vote utile

Le concept de vote utile a été inventé par des personnages politiques dans le but de recueillir des suffrages supplémentaires. Le principe est simple : au lieu de voter pour des "petits" candidats qui n'ont aucune chance d'être élus, votez plutôt pour un candidat qui a la possibilité de gagner.

Pour traduire, si vous êtes communiste, pas la peine de mettre un bulletin communiste dans l'urne puisque de toute façon le PC ne gagnera pas l'élection. Alors plutôt que d'aller vers une défaite assurée, votez pour le PS comme ça vous gagnerez l'élection. Enfin vous aurez simplement l'impression de gagner car au final vous aurez voté à droite.

Et c'est malheureusement ce que beaucoup d'électeurs ont fait. Ils ont tous voté à droite, que ce soit pour le PS ou les Républicains (ex-UMP, ex-RPR) et maintenant LREM.

Après plusieurs décennies de vote utile, on peut maintenant faire un bilan et se demander si ces votes ont vraiment été utiles. De tout évidence, ces votes ont surtout permis à la même caste de se relayer à la tête du pays et de continuer à casser notre modèle social, notre travail, notre planète et nos illusions qu'on pouvait vivre mieux.

De manière générale, un système d'élections de la sorte n'est pas utile. Il est même dangereux car pas démocratique. Je suis absolument contre les élections, surtout telles qu'on les pratique aujourd'hui. Le seul vote qui éventuellement pourrait être intéressant c'est le vote alternatif et encore...

Qui dit vote dit candidats, ce qui implique communication, alliances, programmes, communication, coûts élevés, mensonges, manipulations, communication, sondages, attaques personnelles, ainsi que communication. Communication qui continue après les élections puisqu'on voit encore aujourd'hui tous les défenseurs de la macronie, médias en tête, marteler que le président a été élu DE-MO-CRA-TI-QUE-MENT et qu'il est donc totalement inenvisageable qu'il démissionne ou qu'il soit destitué. Voilà un discours parfaitement antidémocratique.

La seule façon d'éviter toutes les dérives des élections, c'est le tirage au sort. On pourrait envisager des assemblées citoyennes divisées en compétences. Chaque citoyen qui se sentirait compétent pour siéger dans une assemblée déposerait sa candidature. Pas besoin de moyens financiers ni de trouver des alliés ou d'aller chercher des signatures à travers tout le pays. Tout le monde pourrait se positionner et... attendre le tirage au sort. Si on est tiré au sort, on va siéger. On pourrait optimiser ce système grâce à trois règles :

- Lorsqu'on siège, on continuerait de toucher son salaire. Pas plus ni moins, ce qui évitera que des gens se positionnent uniquement parce que la gamelle est bonne.

- Les assemblées seraient renouvelées par tiers ce qui confère deux avantages. Le premier donne le temps nécessaire à la formation des nouveaux arrivants. Le second limite les risques d'alliances qui n'iraient pas dans le sens de l'intérêt général.
- Enfin, on ne pourrait siéger qu'une fois dans sa vie dans une assemblée. On pourrait siéger dans plusieurs assemblées différentes au cours de sa vie, mais jamais deux fois dans la même ni dans deux assemblées simultanément. Pas d'alliés servant de groupes d'influence et pas de possibilité de rempiler : bon courage pour les lobbys !

En conclusion, il faut vraiment arrêter de croire au vote utile. Le plus révolutionnaire est de ne pas aller voter car déposer son bulletin dans une urne c'est cautionner et, à leurs yeux, légitimer le futur gagnant. Mais si on ne veut pas aller jusqu'à l'abstention, il est important de voter selon sa conviction. Il sera temps ensuite de voter blanc au second tour.

Enfumage lexical - Terme 10 : Êtes-vous pour le travail au noir ?

Il est évident que tout le monde, gens du peuple, élus, ministres et même présidents de la république, vont crier à juste titre qu'il faut lutter contre le travail au noir. Mais d'abord, c'est quoi le travail au noir ?

Le travail au noir est le fait qu'un employeur ne déclare pas un salarié à l'administration. Ainsi, les cotisations sociales qui servent à financer les retraites, la santé (dont le personnel soignant), le chômage et les allocations familiales ne sont pas payées.

Bon... Vient maintenant la question qui fâche : quelle est la différence entre le travail au noir et les exonérations de cotisation sociale que nos chers gouvernements octroient à coups de milliards depuis plusieurs décennies ?

Ben techniquement il n'y a aucune différence. **Les conséquences sont exactement les mêmes.** Enfin si il y a quand même une différence : c'est que dans le cas des exonérations, le gouvernement rend légitime une forme de fraude fiscale.

Donc quand quelqu'un va devant vous critiquer (à raison) le travail au noir, demandez-lui ce qu'il pense des exonérations de cotisation sociale. Peut-être que ça le fera réfléchir.

Dans la fiche pratique numéro 10 nous posons la question suivante : une loi peut-elle être illégale ? La preuve que oui.

Chapitre 3

HORS-SERIES

Hors-série 1 - Recette infallible pour la croissance

Voici une recette facile pour la croissance !

Prenez deux personnes, voisin/voisine, n'ayant pas d'emploi.

Déclarez-les autoentrepreneurs.

Demandez-leur d'aller chacun passer leur journée chez l'autre pour y faire ménage, repassage, cuisine, entretien, etc.

Proposez-leur de se payer chacun 1000 € par mois.

Et voilà 2000 € par mois de PIB supplémentaire !

Ne reste plus qu'à espérer qu'ils ne s'épousent pas ; ce serait dramatique pour la croissance !

On voit bien là toute l'incohérence du système capitaliste. N'est considérée comme productrice de richesse que la valeur économique* et seulement la valeur économique en occultant complètement la valeur d'usage**. Si ces deux personnes restent chez elles à entretenir chacune sa maison, le résultat sera le même en ce sens que le travail sera fait. Mais dans ce cas ça ne sera pas valorisé dans le PIB, ce qui, entre nous, est dommage (*voir la fiche pratique 3 à propos de la définition du travail*).

Quant à la création des richesses elle n'a aucun sens, chacun gagnant et perdant 1000 euros. En revanche, l'économie se portera tellement mieux !

***Valeur économique** : prix de la marchandise ou du service déterminé par les coûts des matières premières et le temps de travail nécessaire à l'Homme pour les créer.

****Valeur d'usage** : elle détermine l'utilité d'une marchandise ou d'un service. Elle n'est attachée qu'à la marchandise ou au service, indépendamment du travail nécessaire pour les créer. L'eau, le pain ou le travail d'un médecin ont des valeurs d'usage importantes parce qu'ils sont utiles au collectif. Pour le Rafale, le pesticide Monsanto ou le travail que fait un trader, leur utilité collective est peut-être plus discutable.

Hors-série 2 - La valeur des choses

La valeur des actions, le prix des œuvres d'art, les variations insensées des prix des matières premières, la valeur des joueurs de foot, le tarif d'un spot publicitaire... Tout ceci n'est que leurre, n'est que manipulation, n'existe pas. Pour illustrer ces propos, voici une petite histoire.

Un type sort de chez lui avec son chien en laisse. Il croise un voisin qui lui demande où il va. Le type lui répond :

- *"Je vais vendre mon chien".*
- *"Ok. Et tu penses le vendre combien ?"*
- *"Un million d'euros".*
- *"Un million d'euros ? Mais c'est n'importe quoi ! Un chien ne vaut pas un million d'euros."*
- *"On verra ça."*

Le soir, le voisin croise à nouveau le même type.

- *"Alors tu as vendu ton chien ?"*
- *"Oui."*
- *"Tu l'as vendu combien ?"*
- *"Un million d'euros."*
- *"Non c'est pas vrai je te crois pas."*
- *"Si. Je l'ai échangé contre deux chats à 500 000."*

Voilà. L'histoire est terminée. Vous pouvez maintenant relire l'introduction de ce billet pour bien mettre les idées en place.

Hors-série 3 - Démonstration de l'absurdité du système capitaliste

Supposons qu'à un moment donné, un certain nombre de gens travaillent à fabriquer des épingles. Ils fabriquent autant d'épingles qu'il en faut dans le monde entier en travaillant disons... 8 heures par jour.

Quelqu'un met au point une invention qui permet au même nombre de personnes de faire deux fois plus d'épingles qu'auparavant. Mais le monde n'a pas besoin de deux fois plus d'épingles. Les épingles sont déjà si bon marché qu'on n'en achètera guère davantage même si elles coûtent moins cher.

Dans un monde raisonnable, tous ceux qui sont employés dans cette industrie se mettraient à travailler 4 heures par jour plutôt que 8 et tout irait comme avant.

Mais dans le monde réel, on craindrait que cela ne démoralise les travailleurs. Les gens continuent donc à travailler 8 heures par jour. Il y a trop d'épingles. Des employeurs font faillite. Et la moitié des ouvriers perdent leur emploi.

Au bout du compte, la somme de loisirs est la même dans ce cas-ci que dans l'autre. Sauf que la moitié des individus concernés en sont réduits à l'oisiveté totale tandis que l'autre moitié continue à trop travailler. **On garantit ainsi que le loisir, par ailleurs inévitable, sera cause de misère pour tout le monde plutôt que d'être une source de bonheur universel.**

Peut-on imaginer plus absurde ?

Extrait du spectacle interprété par Dominique Rongvaux, "Éloge de l'oisiveté", d'après Bertrand Russell.

Ce texte est publié avec l'aimable autorisation de Dominique Rongvaux.

Hors-série 4 - Les chauffards, ces héros !

Le 23 janvier 2019, sur toutes les chaînes infos 24/24, est mise en lumière une information qui est en elle-même de l'éducation tant son message est orienté et erroné.

A la une d'un quotidien que je ne lis pas mais que je paye quand même... et que ses lecteurs payent 2 fois (voir l'explication au chapitre *Enfumage lexical - Terme 5 : la presse gratuite*), le coût exorbitant de la casse des radars : plus de 500 millions d'euros. Les radars rapportant environ 1 milliard d'euros par an à l'État, cela fait donc une perte de recettes d'au moins 500 millions. Je pense que jusqu'ici vous ne voyez pas la supercherie car en effet pour l'instant il n'y en a pas. Celle-ci arrive juste après, dans l'analyse des conséquences que font les journalistes dits indépendants de cette information.

On nous apprend que, à cause de cette perte, il y aura moins d'argent pour entretenir les routes. Alors, afin que notre beau pays puisse avoir les routes les mieux entretenues du monde, je me permets de lancer un appel à tous les automobilistes : appuyez sur le champignon ! Dès que vous voyez un radar, accélérez afin de vous faire flasher et ainsi permettre de bien entretenir nos routes. Et surtout n'en ayez pas honte car sans vous, nous ne pourrions bientôt plus rouler dans de bonnes conditions. Nous comptons sur votre incivilité, et même sur votre dangerosité à utiliser votre véhicule pour avoir les moyens financiers d'entretenir notre patrimoine routier.

Question : comment faisait-on pour entretenir nos routes quand il n'y avait pas de radars ? Déjà, on avait un service public qui les entretenait et pas des entreprises privées. Or on le sait, le privé coûte toujours plus cher que le public (voir ce chapitre pour plus d'explications : *Fiche pratique 2 : différences entre public et privé*). Mais en plus, on utilisait l'argent dans des choses concrètes au lieu de le dilapider dans les paradis fiscaux par l'intermédiaire des actionnaires. Il n'y avait pas le CICE qui nous prive de 40 milliards par an, l'évasion fiscale qui nous coûte aujourd'hui plus de 100 milliards malgré les efforts surhumains que font nos divers gouvernements pour "lutter" contre, au lieu de payer des chômeurs on payait des agents publics dont le nombre va encore diminuer dans les prochaines années, les dividendes qui détournent en moyenne 60% des bénéfices des entreprises... Et j'en passe comme la fin de l'ISF (qui rapporte 4 fois plus que les radars), la flat tax et autres...

Bref, quand on désinforme de la sorte et qu'on se fait ensuite taper dessus lors des manifestations, il faudrait bien avoir conscience que ce n'est pas la profession de journaliste qui est attaquée par les manifestants, mais ceux qui la bafouent.

Hors-série 5 - Faire les courses au drive, c'est super

Beaucoup de choses qu'on nous présente comme une avancée, un progrès, cachent souvent des arnaques. A titre d'exemple, nous allons analyser les conséquences de faire ses courses au drive.

Faire ses courses au drive c'est bien parce qu'on gagne du temps. On commande tranquillement chez soi via Internet, et quelques heures plus tard on va chercher nos paquets qu'un smicard à temps partiel nous aide à mettre dans le coffre de notre voiture. On s'approche du bonheur là non ?

Bon c'est vrai qu'en allant au drive on gagne du temps. Oui mais ce temps ainsi libéré, on en fait quoi ? Enfin ce n'est pas l'objet de ce billet mais il faut quand même se poser la question sur les conséquences d'un tel acte par rapport à ce qu'il nous apporte vraiment...

Bref, ce qu'il faut savoir, c'est qu'en allant au drive, on contribue activement à faire augmenter le chômage. Il en est de même quand on passe à la caisse automatique (c'est l'étape qui a précédé l'arrivée en force des drives). Quand tu scannes toi-même tes produits et que tu t'encaisses tout seul (dans un magasin ou par Internet), **tu travailles gratuitement**. C'est chouette non ? Du coup, est-ce toujours nécessaire de payer des caissiers-ères pour faire un boulot qu'on fait gratuitement et, de surcroît, volontairement ? Ce sont les actionnaires qui sont contents car leurs dividendes vont augmenter.

Tout cela devrait nous faire poser une question annexe : quel job d'été feront nos enfants quand ils en auront l'âge ? En tout cas ils ne travailleront pas derrière une caisse puisque, de par nos agissements, ce métier n'existera plus. Comme n'existe déjà plus celui de caissier-ère aux péages depuis que les autoroutes sont privatisées. On remarque au passage que moins de personnel n'empêche pas une flambée des prix des péages comme quoi le privé coûte toujours plus cher que le public (voir la *Fiche pratique 2 : différences entre public et privé*), chose qu'on peut également constater ailleurs comme sur l'électricité, le gaz, les transports, etc....

En ce qui concerne les drives, on se fait encore arnaquer d'une autre façon sans s'en rendre compte, tout en enrichissant toujours les actionnaires. Pourquoi ? Parce que **les prix des drives sont les mêmes que dans les magasins classiques. Mais comme l'enseigne a moins de frais** (personnel, aménagements comme les rayons de présentation, électricité, chauffage, affiches, décorations...), **leur marge est plus grande** et les actionnaires s'engraissent toujours davantage faisant le bonheur, non pas de l'économie française, mais celui des paradis fiscaux.

Sachant tout ça, franchement, vous n'en avez pas marre d'être sans cesse pris pour des cons par les actionnaires ? Moi si.

Alors allons plutôt faire nos courses sur les marchés ou dans des petits magasins, ceux qui n'ont pas encore été rachetés par les grands groupes. Il en reste encore quelques-uns mais il faut y aller très vite car sans notre clientèle ils vont mettre la clé sous la porte dans pas longtemps.

Hors-série 6 – Réflexion sur l'hymne des Restos du cœur de l'année 2012

La chanson phare de cette année-là s'intitulait « Encore un autre hiver ». Et il y a beaucoup à dire sur cette chanson.

Écrite pour rendre hommage aux bénévoles des Restos du cœur qui tentent au moins de faire quelque chose et qui sont par là même respectables, elle apporte aussi une explication au mouvement des gilets jaunes déclenché quelques années plus tard : "des familles à la ramasse, et des soupes à la grimace", "Encore des mots sans cesse, des serments, des promesses, nos illusions qui s'envolent au vent des belles paroles". Manifestement nos gouvernants (et leurs relais médiatiques) sont tellement peu intéressés par le sort des pauvres qu'ils n'ont même pas pris le temps d'écouter ce texte. S'ils avaient pris ce temps, ils ne continueraient pas à essayer de comprendre depuis plusieurs mois le pourquoi du comment de tous ces mouvements sociaux.

Ceci étant dit, et malgré tout le respect que j'ai pour Jean-Jacques Goldman (respect immense moi qui lui suis fidèle depuis 1981), j'avoue ne pas le rejoindre dans cette aventure des Restos du cœur. En effet, s'il est vrai que grâce à eux des gens peuvent se nourrir un peu, c'est quand même dans la honte car oui, c'est dégradant d'aller chercher son repas aux Restos du cœur. De plus, depuis près de 30 ans, les Restos distribuent chaque année davantage de repas, preuve que ça ne fonctionne pas. Quand on tente quelque chose et que la situation se dégrade toujours plus, c'est que le remède n'est pas le bon. Il faut alors se remettre en question et tenter d'autres choses.

Les Restos du cœur sont à l'inverse du proverbe de Confucius : "Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson". Les Restos donnent du poisson mais ne permettent pas aux gens de sortir de la misère. Et pourtant, avec tous les millions recueillis par les Restos depuis toutes ces années, il y aurait eu tellement d'autres choses à faire.

Par exemple, au lieu de distribuer des repas, les Restos auraient pu permettre de financer un média indépendant, des rachats d'entreprises, des programmes d'éducation populaire ou encore de financer une candidature collective de "gens du peuple" pour les élections présidentielles. Et ce ne sont que quelques idées parmi tant d'autres qui auraient à mon sens été plus utiles et surtout plus efficaces et pérennes. Ce genre d'actions aurait permis une prise de conscience collective qui aurait peut-être pu amener les gens à comprendre plus tôt, à réfléchir ensemble, et à prendre le pouvoir. On serait peut-être aujourd'hui en voie de sortie du capitalisme, capitalisme ravi d'ailleurs que les dons des particuliers donnent à manger aux pauvres. Pendant qu'on s'occupe de ça on ne remet pas en question le système et la légitimité de ceux qui le manipulent.

Hors-série 7 - Monnaie ou pas monnaie ?

Voilà une thématique qui mérite un chapitre entier : l'argent, synonyme de monnaie, (presque) synonyme de valeur d'échange.

Certaines personnes souhaiteraient que la monnaie disparaisse. Il est vrai que dans notre monde où l'argent est roi, où tout tourne autour de lui, de son accaparament et de son accumulation, il est légitime qu'il génère un fort rejet.

La première remarque, c'est que passer de tout à rien demande certaines étapes. Passer d'un monde d'argent-roi à pas d'argent du tout va demander du temps pour que les gens s'y préparent. Or malheureusement ce temps nous ne l'avons pas. L'humanité sera éteinte par les désastres météorologiques qu'elle engendre avant d'arriver à cette finalité.

Posons-nous alors une question simple : pourquoi en est-on arrivé là ? Pourquoi la monnaie est-elle devenue une ennemie à combattre ? La réponse est simple et elle est expliquée dans les autres fiches : parce qu'elle est **privatisée**. Banques privées, actionnaires, milliardaires privent le reste de la société de monnaie, ce qui crée des déséquilibres, des inégalités et des jeux de pouvoirs. Si en revanche on remettait la monnaie comme **bien public**, c'est-à-dire que ce seraient les gens eux-mêmes qui la gèreraient dans l'intérêt général, elle deviendrait certainement moins insupportable. Ce thème aussi est abordé dans les précédentes fiches.

Comme ici nous sommes toujours dans la réflexion et la projection sur l'avenir en rejetant toute utopie, nous allons imaginer ce que pourrait être un monde sans monnaie.

S'il n'y a pas de monnaie, il y aura forcément du troc. En effet, si j'éleve des poules, je ne vais pas manger des œufs tous les jours. Je vais garder les œufs nécessaires pour ma consommation personnelle, mais le surplus je vais l'échanger contre ce que je ne produis pas comme des fruits, des légumes, du poisson, du pain, ou encore pour me faire soigner une dent.

Imaginons maintenant que pour me déplacer je souhaite acquérir un cheval. Combien d'œufs devrais-je donner à l'éleveur de chevaux pour qu'il m'en cède un ? Nul doute que pendant de longues années je vais devoir lui fournir des œufs toutes les semaines. Il est alors probable qu'il me faille en produire davantage pour pouvoir continuer à troquer d'autres produits, ne serait-ce que pour manger. Je pourrais même être incité à élever des poules en batterie. Cela me permettrait d'avoir beaucoup plus d'œufs à échanger. Ainsi je pourrais acquérir davantage de choses... un peu comme aujourd'hui en fait. Pour faire le parallèle avec le salaire à vie, rien ne m'empêchera aussi d'élever des poules en batterie, mais **le salaire à vie étant mon seul et unique revenu, je n'aurais aucun intérêt à surproduire** puisque ça ne m'apportera ni ne me rapportera rien de plus. Idiot alors celui qui le fera. Il sera libre de le faire mais l'objectif est de l'inciter à être intelligent. Pari réussi donc pour le salaire à vie.

Mais nous pouvons aller encore plus loin. Grâce à notre troc, le vendeur de chevaux sait que pendant plusieurs années il aura toutes les semaines sa douzaine d'œufs. Si un autre producteur d'œufs veut aussi troquer un cheval, que va faire l'éleveur de tous ces œufs ? Il est probable qu'il refuse le troc. S'il l'accepte, il devra à son tour échanger ces œufs supplémentaires dont il n'a pas besoin ce qui va lui occasionner quelques soucis... Ainsi qu'à moi puisque du coup il va échanger mes œufs pour ses besoins à lui, m'interdisant de troquer avec les personnes qui mangeront mes œufs mais échangés par l'éleveur. Non il ne fait aucun doute que l'éleveur n'acceptera pas l'échange contre des denrées qu'il a déjà. Conclusion : le potentiel client ne peut pas toujours troquer ce qu'il veut ; il n'est pas libre.

Alors certains parlent de la production partagée, idée tout à fait louable en soi mais à condition de mettre les bonnes conditions au départ. Imaginons que la majorité du village décide de faire pousser des melons. Le travail est réalisé en commun puis la récolte est partagée équitablement entre toute la population. Oui mais moi les melons je ne les digère pas. Je ne peux pas en manger. Qu'est-ce que je vais faire de mes 3 melons hebdomadaires ? Les échanger contre des tomates, produites elles aussi dans un potager partagé ? Oui mais la personne avec qui je vais troquer mes melons contre ses tomates, va-t-elle avoir envie d'avoir double ration de melons et du coup de se passer de tomates ? Pas sûr.

On voit bien que le troc a ses limites, limites qui sont ce que les autres personnes vont vouloir troquer. Sous un semblant de liberté, le troc met des contraintes, à moins de l'organiser en créant... une valeur d'échange.

Car la monnaie est dans une toute autre logique. Je répète bien pour les durs de la feuille : **nous parlons ici de la monnaie comme bien commun et pas de la monnaie privatisée que nous avons aujourd'hui.**

Reprenons l'exemple du début : je produis des œufs et je veux acheter un cheval. Pendant plusieurs années, une grande partie de ma production va être donnée à l'éleveur de chevaux dans le cadre du troc, comme une sorte de crédit finalement. Le troc ne supprime donc pas le crédit mais le déplace de la monnaie vers les produits eux-mêmes avec toutes les difficultés que nous venons de voir. Mais avec la monnaie, je vais pouvoir vendre ma production d'œufs à plein d'autres clients (autres que l'éleveur de chevaux) et je vais pouvoir acheter mon cheval avec la monnaie ainsi reçue par tous ces clients. Je vais pouvoir ajuster ma production sans la contrainte du troc, et l'éleveur de chevaux va de son côté pouvoir manger autre chose que des œufs puisqu'il pourra dépenser son argent pour d'autres choses.

Pour résumer, **la monnaie est juste une valeur d'échange qui doit être validée socialement.** Autrement dit : combien je te donne de monnaie en échange de ce que tu me proposes ? Cette monnaie, je peux la donner à qui je veux sans craindre que le vendeur ne refuse la vente car avec la monnaie reçue il pourra acquérir ce qu'il voudra et pas forcément ce que je produis moi. En un mot : acheteur et vendeur sont libres tous les deux. Reste à s'assurer que chaque individu ait assez de monnaie pour pouvoir vivre décemment. C'est ce que propose le projet décrit dans ces fiches.

Hors-série 8 - Aux origines de l'ensauvagement

Imaginez que vous êtes perdu dans une immense forêt et qu'après plusieurs jours de marche, vous trouvez un village. L'endroit est tellement éloigné du reste de la civilisation, que vous n'avez pas d'autre choix que de rester dans ce village. Que va-t-il se passer maintenant pour vous ?

Si les villageois vous regardent de travers, s'ils vous rejettent, qu'allez-vous faire ? Vous laisser mourir de faim ou bien essayer de trouver de la nourriture par vos propres moyens, quitte à la voler ? Et pour vous abriter quand il y a des intempéries, allez-vous risquer de tomber malade en restant sous l'orage ou bien allez-vous essayer de squatter une avancée de toit ou une cave ? Votre choix n'en est pas un ; il s'impose. C'est alors que, constatant vos méfaits, les villageois vous traiteront de sauvageon alors que, finalement, vous ne demandez qu'à rester en vie.

Et si au lieu de ça, les villageois vous accueillent avec le sourire, qu'ils vous nourrissent, qu'ils vous logent, qu'ils vous font participer à leur vie quotidienne ? Bref, s'ils vous rassurent sur votre avenir et vous traitent dignement, vous n'aurez aucune raison de leur voler de la nourriture ou d'aller dormir dans une cave plutôt que dans votre cabane. Et au final vous ne tarderez pas à mettre vos talents au service de la communauté car vous en aurez à la fois la force et l'envie. Et voilà un cercle vertueux créé et un avenir heureux qui s'ouvre à vous.

Dans notre civilisation qui se croit civilisée, nous appliquons la première méthode mais attention, pas qu'avec les personnes d'origine étrangère. Nous l'appliquons aussi aux classes sociales. Car oui, n'oublions pas que cette histoire est dans nos contrées valable pour toutes les formes d'exclusion, pour toutes les formes de mise à l'écart d'individus. Ce qui est le plus grave, c'est que les exclus se battent entre eux comme les blancs contre ceux qui ne leur ressemblent pas, les smicards contre les chômeurs, les manifestants contre les policiers, etc. Et cela en oubliant de se battre contre ceux qui créent ces exclusions, à savoir les assistés du système capitaliste comme par exemple les actionnaires, les multinationales, ceux qui ont le droit de vie ou de mort sur les autres à cause de leur indécente richesse, les politiques et tous leurs complices à commencer par la presse aux ordres, c'est-à-dire celle qui vit par la pub.

Les sauvageons ne sont pas ceux qui créent les désordres dans nos rues. Ce sont bien ceux qui créent le désordre social, les inégalités, les rejets d'une grande partie de la population, et tout ça uniquement pour de l'enrichissement monétaire personnel. En deux mots, le responsable de tout ça est encore une fois le système capitaliste.

La première violence, celle qui déclenche toutes les autres, c'est toujours la violence sociale.

Hors-série 9 – Les phrases-clés à retenir

- L'économie est un circuit dans lequel les coûts des uns sont toujours les revenus des autres, et que «prendre l'argent ici ou là» revient à «prendre l'argent à untel ou unetelle » et non à «faire des économies».
- La définition du travail est une question de reconnaissance sociale, de convention. Aujourd'hui la définition du travail est imposée par les dominants.
- L'eau ne bout pas à 100 degrés. Elle bout à 100 degrés parce qu'on a admis collectivement qu'elle bouillait à 100 degrés. On aurait pu décider qu'elle bouillait à 1 000 degrés. Pour elle ça ne change rien. D'ailleurs pour les américains, elle ne bout pas à 100 degrés (Celsius) mais 212 degrés (Fahrenheit). Il s'agit donc bien d'une convention admise collectivement au même titre qu'une journée dure 24h, que l'or est plus précieux que la feuille de platane, qu'on utilise le mot « maison » pour désigner un lieu d'habitation, ou la définition qu'on donne au mot « travail ».
- Il ne sert à rien d'appliquer des corrections partielles (impôts, minimas sociaux...) à un système injuste et vicié dès le départ.
- Il faut arrêter de croire qu'il peut exister un capitalisme vertueux.
- L'actionnaire ne produit absolument rien et investit avec de l'argent qui ne lui appartient pas.
- Si les 6 millions de chômeurs traversaient la rue pour prendre les 300 000 emplois non pourvus, il ne resterait plus que 5,7 millions de chômeurs... et le problème serait réglé ?

- Il faut que nous reprenions le pouvoir sur les outils de production pour qu'ils répondent à l'intérêt général et non plus aux seuls intérêts du capital.
- Les euros que je gagne au-delà d'une limite qu'on pourrait estimer aux alentours de 5 000 à 6 000 euros mensuels ont de moins en moins de valeur.
- Il ne sert à rien de demander des augmentations de SMIC, de salaires, de prestations sociales... Pour résoudre notre problème d'injustice sociale, il suffit de prendre le pouvoir.
- Prenons le pouvoir dans tous les lieux de travail, mettons en place une vraie démocratie à tous les étages et achevons le capitalisme avant qu'il nous tue tous. Voilà ce qui doit être notre seul objectif.
- Taxer le capital est donc contre-productif. La seule solution c'est de s'en débarrasser complètement. Ce doit être notre seul et unique objectif sinon... on continuera de perdre.
- Tout est une question d'argent pour le compte d'intérêts privés. Ni plus ni moins. Il n'y a pas d'autre raison que ça.
- Pour s'en sortir, il suffit juste d'arrêter de donner la possibilité à des gens de s'enrichir en faisant n'importe quoi. Et plus généralement, empêcher que des gens puissent s'enrichir car quand on est trop riche on a trop de pouvoir et on en fait n'importe quoi, quitte à aller au-delà de la folie. Un pays pauvre est d'abord un pays qui a des riches.
- Ce n'est pas l'entreprise qui crée les emplois ; ce sont les clients. Conclusion, baisser les salaires va forcément augmenter le chômage. Les augmenter, c'est-à-dire augmenter le nombre de clients, va forcément le faire baisser.
- Pollueur-payeur est donc encore une fois un slogan de perdant qu'il faut absolument proscrire.

- Votre presse gratuite, vous la payez tous les jours quand vous faites vos courses. Ils n'écrivent pas pour les lecteurs mais pour les annonceurs. Payez pour une presse sans publicité.
- Un pays démocratique ne peut pas avoir de gouvernement ni d'hommes de pouvoir. Ça n'a pas de sens.
- La conclusion c'est qu'il n'existe pas de self-made-man. ../.. Le problème c'est qu'en donnant trop d'importance à ces personnes, on trouve ensuite légitime qu'elles en exploitent d'autres qui sont pourtant essentielles à leur réalisation.
- Une somme colossale de travail est affectée à des activités nuisibles ou inutiles, qui font barrage à des activités dont nous manquons.
- Il faut vraiment arrêter de croire au vote utile.
- Quand on désinforme de la sorte et qu'on se fait ensuite taper dessus lors des manifestations, il faudrait bien avoir conscience que ce n'est pas la profession de journaliste qui est attaquée par les manifestants, mais ceux qui la bafouent.

Chapitre 4

LES SOLUTIONS

Les solutions - Partie 1

RAPPEL : les fiches solutions ont pour but de donner des pistes pour mettre en place un projet de société alternatif au capitalisme. Les propos tenus ici étant à l'opposé des discours politiques et médiatiques ambiants, il est indispensable d'infléchir son mode de pensée pour pouvoir se les approprier. Je ne saurais trop recommander de ne lire ces fiches solutions qu'après avoir lu les fiches précédentes, ou au minimum la *Fiche pratique 17 : bilan non exhaustif*.

OBJECTIF: il est important de rappeler que les solutions représentent un projet de société complet. Chaque solution seule ne suffit pas à résoudre le problème. Elles s'imbriquent, se complètent et sont par conséquent toutes indispensables.

SOLUTION 1 : redonner de la dignité à chaque individu par un statut d'être humain productif

On entend régulièrement dans les médias des propos d'élus, de journalistes, de citoyens, qui sont discriminatoires (et par conséquent passibles de sanctions). On a par exemple entendu qu'il y a des premiers de cordée, ce qui laisse supposer qu'il y a des derniers de cordée. On a entendu qu'il y a des gens qui ne sont rien. On a entendu qu'il y a des sans-dents. On a entendu qu'il y a des assistés, des improductifs, des fainéants... Tous ces propos d'une violence inouïe n'ont qu'un seul but : trier les humains parce qu'il y en a qui seraient productifs et utiles, tandis que d'autres n'auraient envie de rien faire ou seraient des incapables.

L'anthropologie et la sociologie démontrent pourtant que l'être humain est un animal sociable. Il a un besoin vital de vivre en groupe, de collaborer, de construire avec ses congénères. Il a besoin d'inventer, de faire, de prendre des initiatives, de régler ses conflits. Mais pour donner le meilleur de lui-même, encore faut-il qu'il soit dans des conditions propices. L'être humain a besoin de motivation, de faire les choses en confiance, confiance en ses capacités mais aussi confiance en ses semblables.

Afin de pouvoir profiter du meilleur des talents de chacun, il faut créer un statut politique de producteur. Mais c'est quoi ça ? C'est tout simplement de considérer chaque humain quel qu'il soit. De confirmer politiquement et sincèrement que chaque être humain va apporter quelque chose à la vie en commun, à l'intérêt général. La seule chose que doit faire l'être humain pour que lui soit reconnu ce statut de producteur, c'est d'être vivant. Si on devait réviser la Constitution, ce statut politique de producteur devrait en être l'article premier.

Nous nous arrêterons là pour la première solution. Nous verrons bien sûr dès la prochaine fiche solution l'intérêt et comment articuler ce nouveau statut, mais il me semble important d'en rester là pour aujourd'hui afin que chaque lecteur prenne bien la mesure de l'importance de cette reconnaissance. Car **reconnaître ses semblables comme des égaux productifs est la première et indispensable étape de sortie du capitalisme**, lui dont la première règle est d'opposer et de mettre en compétition tout le monde.

Les solutions - Partie 2

Vivre pour travailler et pas travailler pour vivre

Aujourd'hui il faut "gagner sa vie". Mais n'avons-nous pas déjà gagné notre vie en naissant ? De quel droit certains pourraient décider si on mérite de vivre ou pas ? C'est pourtant le pouvoir incroyable qu'on a laissé aux employeurs. 50 candidats pour un poste, un va pouvoir survivre et les 49 autres vont mourir s'ils ne trouvent pas un autre boulot. Est-il normal qu'une poignée d'êtres humains aient le pouvoir de vie et de mort sur l'écrasante majorité de leurs congénères ?

Avant de passer à la suite, je refais juste un petit crochet au sujet de la monnaie en complément de la chapitre *Hors-série 7 - Monnaie ou pas monnaie*. Je veux juste rappeler comment il faudrait considérer la monnaie pour qu'elle ne soit plus le déclencheur d'aliénations absolument terribles qu'elle est devenue aujourd'hui. Tout simplement, la monnaie doit redevenir un bien public, redevenir une vraie valeur d'échange et ne plus être une raison de spéculer. La création monétaire ne doit plus être dans les mains des banques privées mais doit être considérée comme un service public. Quant au salaire, il ne doit pas être le fruit de la force du travail vendue aux propriétaires lucratifs, mais il doit être une reconnaissance de production. En clair, on touche un salaire parce qu'on est reconnu comme étant producteur et pas parce qu'on se soumet à un patron capitaliste.

De ce fait, si on considère qu'il est nécessaire d'avoir une période d'apprentissage avant de pouvoir prétendre à produire, on devrait attribuer un salaire à chaque individu majeur, et cela à vie et sans conditions. A partir de 18 ans (ou 16 ou 20 c'est à débattre), chaque individu toucherait le salaire correspondant à son niveau de qualification, salaire qui lui serait versé à vie, sans condition, et sans possibilité de baisser. En revanche, ce salaire ne serait pas cumulable avec d'autres revenus. Cet aspect est absolument essentiel. Chacun devrait vivre avec son salaire et uniquement son salaire. Cela implique bien sûr que ce salaire devra être suffisant pour vivre dans de bonnes conditions. Nous reviendrons sur les prochaines fiches solutions sur le terme "niveau de qualification" car salaire à vie ne signifie pas forcément que chacun toucherait la même somme.

En clair, **le salaire doit être une reconnaissance et pas une récompense**. Ça n'a l'air de rien comme ça mais ce paradigme change tout.

Les conséquences d'un tel salaire seraient nombreuses. Déjà on éliminerait le chômage. On éliminerait aussi les liens de subordination avec des patrons tyranniques. Je travaille dans une entreprise, mon patron ne me convient pas, je peux démissionner et chercher ailleurs puisque de toute façon je toucherai mon salaire. Une autre conséquence serait l'émancipation générale : plus de femmes avec des salaires inférieurs aux hommes pour un même travail, plus de discrimination "raciale", plus besoin de s'abaisser à demander des aides lorsqu'on est handicapé ou victime d'un arrêt de travail temporaire. Il n'y aura aussi plus de nécessité pour certains de détruire la planète en déboisant, en fabriquant des pesticides, ou encore en fabriquant des objets à obsolescence programmée ou des objets complètement inutiles

uniquement pour pouvoir toucher un salaire. Car aujourd'hui, ceux qui sont traités de salauds sont malheureusement contraints d'agir ainsi sinon ils sont sans aucune ressource.

Quant à l'oisiveté, qui est le contre-argument majeur du salaire à vie, voilà encore un sentiment négatif qui ne prend pas en compte ce qui est dit dans la fiche solution 1, à savoir que l'être humain a un besoin vital des faire des choses avec ses congénères et qu'il les fera d'autant mieux qu'il aura confiance tant en son avenir qu'en ses collègues.

Des conséquences il y en a d'autres. A vous de les trouver. Nous verrons sur la prochaine fiche qu'il est tout à fait possible de mettre en place un système qui permette de financer ce salaire à vie. Mais avant de terminer, je sais que beaucoup de lecteurs trouvent l'idée intéressante mais utopique. Je les renvoie à la *fiche pratique 17 – Bilan non exhaustif*. Je termine même par un extrait de cette fiche :

"Cela ne dépend que de quelques décisions politiques. Alors la plupart des gens disent que ce n'est pas possible, que c'est utopique. Le croyez-vous vraiment ?

*Prenons l'exemple du CICE. Le CICE c'est 20 milliards que Hollande a d'abord trouvés puis ensuite distribués sans conditions aux entreprises. Macron arrive et il double cette somme. **En 2019 ce sont 40 milliards qui se sont envolés vers les paradis fiscaux. Là, comme c'est étrange, l'utopie n'existe pas.** Pourtant ces 40 milliards ils les ont bien trouvés. Mais si leur choix politique avait été de les distribuer non pas aux actionnaires (puisqu'il s'avère que finalement c'est à peu près ce qui est arrivé) mais qu'ils en avaient consacré la moitié, disons... à la santé par exemple, le fameux trou de la sécu qui se monte à moins de 10 milliards serait largement résorbé et nos hôpitaux auraient de quoi nous soigner dans de bonnes conditions, tant pour les malades que pour le personnel. Oui si ces 40 milliards annuels étaient utilisés dans le sens de l'intérêt général, ils auraient commencé à changer le monde."*

Les solutions - Partie 3

Répartition des richesses produites

Même s'il est largement critiquable car il ne prend en compte que les aspects purement économiques et pas les aspects sociaux ou environnementaux, nous allons quand même nous servir du PIB (Produit intérieur brut) pour visualiser la répartition des richesses telle qu'elle est faite aujourd'hui et telle qu'elle devrait l'être dans un monde plus juste. Pour rappel, le PIB est la somme des valeurs ajoutées d'un pays, autrement dit il représente les richesses (économiques) créées dans ce pays. En France le PIB se situe aux alentours de 2 300 milliards d'euros par an, chiffre en constante hausse ce qui prouve bien que la productivité des travailleurs augmente contrairement aux discours que nous font passer les dominants (il était aux alentours de 2 000 milliards il y a 5 ans, soit une augmentation d'environ 300 milliards sur cette période). Remarquez, nos représentants et leurs amis qui se prétendent journalistes ne sont pas à un mensonge près... Mais bon la manipulation des masses n'est pas l'objet de ce billet.

Donc aujourd'hui, le PIB se répartit en 3 grandes familles : les salaires pour environ 40%, les cotisations sociales pour environ 25% et les profits pour environ 35%. Depuis 40 ans, les parts des salaires et des cotisations sociales ne cessent de baisser tandis que celle des profits ne cesse d'augmenter. Inutile de dire que c'est une des raisons majeures de l'augmentation de la pauvreté puisque seuls les propriétaires lucratifs décident de ce qu'ils font de ces profits. Ils vont investir ? Si oui vont-ils le faire en France ou dans des pays à bas-coûts ? Vont-ils investir dans des choses utiles ou bien dans des choses inutiles ou dangereuses ? Vont-ils spéculer ? Vont-ils en placer dans des paradis fiscaux ? Vont-ils les garder pour eux ? Il est bon ici de rappeler que la fortune personnelle de M. Bernard Arnault est passée de 50 à 100 milliards après 2 ans de gouvernement Macron. A-t-il réellement travaillé pour gagner ces 50 milliards supplémentaires (sachant que ses journées ne font que 24h) ou bien s'est-il servi sur le travail des autres ?

Il semble évident que la répartition du PIB n'est pas bonne. Il est surtout évident que les profits ne sont pas dans des mains dignes de confiance. Alors comment faire pour changer tout ça ? Je ne vous propose pas d'inventer un nouveau système car certains trouveraient encore ça utopique. Non le plus simple est de regarder ce qui a déjà été fait et de faire pareil. Tout simplement.

En 1946, le ministre communiste Ambroise Croizat, aidé par la CGT, crée le régime général de la sécurité sociale dans le but de pallier aux risques de la vie. Ainsi, la sécurité sociale finance la santé, les retraites, le chômage et les allocations familiales. Pour financer ça dans un pays ruiné par la guerre, il a pris un pourcentage sur le PIB, pourcentage qui sera donc socialisé (mis en commun) afin que tous les citoyens sans exception en bénéficient.

Comme nous l'avons vu, à la différence de l'après-guerre, notre pays est très loin d'être ruiné. Il n'a même jamais été aussi riche. Alors pourquoi diable ne pourrait-on pas faire comme en 1946 ? Et pourquoi pas aller plus loin en socialisant l'ensemble du PIB ? En effet, puisque nous sommes tous producteurs, il est légitime que nous gardions collectivement les fruits de

notre travail et nous les gérons en commun. Une partie de ce PIB irait dans des caisses de salaires afin de payer les salaires à vie* de l'ensemble des citoyens. Une partie irait dans l'investissement global (nous reviendrons sur ce terme dans les prochaines fiches solutions). Une partie irait dans l'autofinancement des entreprises (là encore nous y reviendrons). Et une dernière partie permettrait de financer la "gratuité" de certains services publics comme par exemple les transports en commun de proximité, les premières consommations d'eau et d'électricité, l'enseignement et la formation... On pourrait imaginer que, en fonction du nombre de personnes habitant dans le même logement, une quantité d'eau soit attribuée. Tant que je ne dépasse pas cette quantité d'eau, je ne paye pas. Mais si je dépasse, les mètres cubes me seront facturés. Autrement dit, je ne vais pas payer l'eau pour ma consommation vitale, donc celle pour boire, faire la cuisine, se laver. Mais si j'ai une piscine, il est probable que cette surconsommation me sera facturée. Logique.

Les caisses seraient bien évidemment gérées par les salariés eux-mêmes et non pas par la petite caste de voyous qui gère aujourd'hui tant les profits que les caisses de la sécurité sociale ou encore les institutions.

Là encore cette solution seule ne suffit pas. Elle doit être accompagnée d'autres comme la fin de la propriété lucrative, la fin des crédits, et la mise en place d'un système qui donne aux citoyens les pouvoirs de décision. Nous verrons chacun de ces aspects dans les prochaines fiches.

** Le salaire à vie proposé ici n'a rien à voir avec le revenu de base proposé notamment par Benoît Hamon lors de la campagne présidentielle de 2017. C'est même l'exact opposé. C'est un sujet traité dans la Fiche pratique 12 : les mauvaises idées.*

Les solutions - Partie 4

L'investissement par la subvention

Nous l'avons déjà vu, aujourd'hui les profits sont exclusivement gérés par les dominants. Ils font ce qu'ils veulent de ces milliards produits par leurs salariés et force est de constater que dans l'immense majorité, ces profits ne sont utilisés que pour grossir leurs fortunes personnelles, spéculer ou investir dans des activités au mieux inutiles, au pire polluantes et/ou dangereuses. C'est pourquoi dans le système proposé, nous allons reprendre le principe des caisses de la sécurité sociale telles qu'elles ont été créées, c'est-à-dire entre 1946 et les années 1970, époque où elles étaient gérées par les salariés eux-mêmes. Ce n'est que lorsque le patronat a pris en main cette gestion que étrangement le fameux trou de la sécu est apparu. Les salariés sont donc bien plus capables de gérer que les patrons car ils savent ce dont ils ont besoin. Ils savent où est l'intérêt général.

Nous aurons donc une caisse d'investissement gérée en totalité par les salariés. Cette caisse recevra la totalité des profits dégagés par les entreprises (moins l'autofinancement... nous y reviendrons). Lorsqu'une entreprise devra effectuer un gros achat pour remplacer une machine qui coûte plusieurs milliers d'euros, ou bien lorsque quelqu'un voudra s'installer en tant que boulanger par exemple, il déposera un dossier auprès de la caisse d'investissement qui étudiera le cas et, s'il n'y a pas de problématique particulière, financera en totalité l'investissement nécessaire. Ce financement se fera sous la forme d'une subvention et pas sous la forme d'un crédit (d'une dette). En effet, il n'est pas normal de devoir s'endetter pour pouvoir travailler.

Pour expliquer un peu la mission de la caisse d'investissement, imaginons que je veuille ouvrir ma boulangerie dans un village qui en compte déjà deux. La caisse va refuser ma demande car il y a assez de boulangeries sur la commune et que ça n'aurait pas de sens qu'il y en ait une troisième. En revanche, elle va me proposer d'ouvrir mon magasin dans le village situé à 10 km car celui-ci n'en a pas. C'est pas logique ça ? N'est-ce pas plus logique que d'ouvrir un énième centre commercial à l'extérieur de la ville générant ainsi beaucoup de dégâts écologiques (goudronnage de centaines de mètres carrés de terrains) sans compter la pollution en CO2 dégagée par les voitures ?

La logique de cette organisation marquera la fin des crédits lucratifs car ils sont illégitimes. Il n'y a aucun sens à faire de l'argent avec de l'argent. Ici nous n'avons parlé que des entreprises mais nous verrons dans une prochaine fiche comment financer les gros achats des particuliers sans avoir recours au crédit lucratif. Le crédit c'est la fin de la liberté. Quand on a un crédit (ou plutôt une dette), on est soumis car il faut le rembourser. Si on veut une société libérée, émancipée, cela passe inévitablement par l'abolition du crédit lucratif.

Ceci étant dit, faire appel à la caisse d'investissement à chaque fois qu'une entreprise a besoin d'acheter quelque chose serait administrativement beaucoup trop lourd. C'est pourquoi chaque entreprise garderait pour elle une part de ses bénéfices (environ 30%) pour justement faire face aux petites dépenses du quotidien : achat de petites fournitures, remplacement d'un ordinateur, paiement des fournisseurs... C'est ce qu'on appelle l'autofinancement. Mais pour

les gros investissements, c'est bien la caisse d'investissement qui paierait à la place de l'entreprise.

On trouve dans cette caisse d'investissement l'essence de ce système vertueux : je travaille pour tout le monde et tout le monde travaille pour moi. La plus grande part de ce que je produis est mise dans une caisse commune. Et lorsque j'en ai besoin, la caisse me donne la somme nécessaire. Comme pour la sécurité sociale : je cotise selon mes moyens et je reçois selon mes besoins.

Les solutions - Partie 5

Niveaux de salaire

Aujourd'hui le salaire n'est pas attaché à la personne mais au poste. Dans la fonction publique c'est l'inverse : le salaire est attaché à la personne et non au poste occupé. Ce qui est logique puisque **c'est la personne qui produit, pas le poste**. Mais c'est ce que n'aiment pas les capitalistes puisque dans ce cas on confirme que c'est la personne qui produit, chose qui leur est insupportable.

Il semble important d'expliquer ici ce qu'est le salaire à la qualification. C'est pourquoi nous allons parler un peu du statut de la fonction publique. Mais pourquoi donc avoir créé ce salaire à vie pour les fonctionnaires ? Lorsque le statut a été créé en 1946 (en même temps que le régime général de la sécurité sociale et donc toujours sous la houlette du ministre communiste Ambroise Croizat), le but était de faire en sorte que les fonctionnaires puissent remplir leurs missions de service public dans l'intérêt général et uniquement dans l'intérêt général. Ainsi, on a créé des grilles de salaires qui assuraient à la fois au fonctionnaire de conserver son salaire en toutes circonstances, mais qui lui assuraient aussi une certaine progression. Le but de tout ça était de rassurer les fonctionnaires afin qu'ils puissent refuser un ordre illégal d'un supérieur ou d'un élu sans craindre pour leur niveau de vie. **Cela était fait pour éviter les corruptions** et c'est justement pour ça que depuis plusieurs années nos élus corrompus autorisent les contrats de droit privé dans les administrations. Ces nouveaux salariés, pas protégés par le statut de la fonction publique, sont aux ordres même si ces ordres sont illégaux ou pas dans le sens de l'intérêt général. Il ne faut donc pas s'étonner que tout fonctionne de plus en plus mal. **La population n'est plus protégée par des fonctionnaires à leur service. Elle est au contraire livrée à des gens aux ordres des dominants.** Les batailles pour la défense du statut des fonctionnaires sont par conséquent des batailles que toute la population devrait mener car il y va de son intérêt.

Enfin, le fonctionnaire n'a pas d'employeur. Il est employé par l'Etat ou plutôt par la population. Tous les mois il touche le salaire correspondant à son niveau de qualification et n'a pas le droit de cumuler plusieurs salaires (du moins c'était le cas avant... et malheureusement ça a encore une fois évolué dans le mauvais sens). Si la collectivité n'a momentanément pas de poste, le fonctionnaire perçoit quand même son salaire.

Dans notre système de salaire à vie, on reprend ces principes-là mais on les étend à l'ensemble de la population majeure. A ses 18 ans, chaque individu touche son salaire au premier niveau de qualification. Ensuite, en fonction des études et diverses formations suivies, en fonction du travail que l'individu va faire, il pourra passer devant des jurys de qualification afin d'augmenter son salaire à vie. Bien évidemment, celui qui ne fera rien restera au premier niveau de qualification mais cela n'arrivera pas car personne ne peut rester sans rien faire dans la mesure où il sera mis dans de bonnes conditions de travail. Il est bon de rappeler que dans ce système le salaire est une reconnaissance et pas une récompense.

Logiquement, plus on prend de l'expérience et plus on produit. Il semble alors tout à fait naturel de reconnaître cette production supplémentaire et d'octroyer un salaire en rapport.

Précisons tout de suite qu'il n'est pas question de créer un monde uniquement de fonctionnaires. D'ailleurs, et nous le verrons dans les prochaines fiches, le terme de fonctionnaire n'existerait plus. Le salaire à vie n'est là que pour libérer les gens, qu'ils puissent faire ce qu'ils aiment, là où ils sont les meilleurs, pour apporter le maximum à la collectivité sans avoir à se soucier du lendemain.

Bref continuons... Le rapport entre le premier niveau de qualification et le dernier ne pourra pas être supérieur à 4. En effet, si on commence à retomber dans les travers en octroyant des salaires indécents à certains, ils prendront le pouvoir et on repartira comme aujourd'hui.

La totalité du PIB étant socialisée (voir les fiches solutions précédentes) et le salaire à vie n'étant pas cumulable avec quelque autre revenu que ce soit, il n'y a plus besoin d'impôts ni de taxes. Le salaire qu'on touchera sera net et les prix vont instantanément baisser de 20% car il n'y aura plus de TVA.

Dans ce cas, on peut imaginer qu'un salaire de 1200 euros pour le premier niveau de qualification pourrait suffire pour vivre décemment, ce qui mettrait le dernier niveau, le salaire maximum, à 4800 euros.

Comme pour les investissements qui seront payés par la caisse d'investissement, les entreprises n'auront plus à payer les salaires des employés ; ceux-ci seront payés par la caisse des salaires (voir les fiches solution précédentes). Les entreprises pourront ainsi se consacrer pleinement à leurs tâches utiles.

Concernant les niveaux de qualification, le nombre de paliers serait à discuter mais pour moi il doit y en avoir un certain nombre afin que cela soit une source de motivation. C'est toujours important que le travail effectué soit reconnu et c'est encore mieux si la reconnaissance est régulière. Il faudra également calculer pour que le niveau maximum ne puisse pas être atteint trop rapidement. Mais nous y reviendrons dans une prochaine fiche solution.

Les solutions - Partie 6

Mais qui va ramasser les poubelles ?

Voilà une question existentielle ! C'est vrai ça. Si tout le monde perçoit un salaire à vie suffisant pour vivre décemment, il va y avoir de plus en plus de fainéants et plus personne ne va vouloir travailler (pas vous bien sûr mais tous les autres).

Nous avons déjà vu qu'anthropologiquement l'être humain agit, qu'il a besoin de faire des choses avec ses congénères, que c'est un animal sociable. On sait aussi qu'il travaille mieux quand il est mis en confiance, quand il n'a pas à se soucier de son avenir, quand son travail a du sens, c'est-à-dire tout l'inverse d'aujourd'hui. Donc avec un salaire à vie l'être humain travaillera mieux cela ne fait aucun doute.

Mais pour ce qui est des travaux désignés comme ingrats ou pénibles, pourquoi certains s'embêteraient à les faire s'ils ont quand même leur salaire ?

La première des choses à répondre, c'est que si personne ne fait un certain travail c'est que peut-être il n'est pas indispensable. Donc on ne le fait pas. On s'en passe et tout va bien.

La deuxième chose c'est que avec un salaire à vie, tout change, tant au niveau des mentalités que des organisations. Un travail pénible et pourtant indispensable pourrait par exemple être partagé, pourquoi pas avec des tours de rôle. Il pourrait être automatisé permettant de le rendre moins ou plus du tout pénible, voire même intéressant sait-on jamais. Cela sera à voir en fonction des travaux concernés et des décisions collectives que nous prendrons.

La troisième et dernière chose est l'incitation. Nous avons vu que dès la majorité, chaque individu touchera son salaire à vie au premier niveau de qualification. Pour passer aux niveaux de qualification supérieurs, il faudra se présenter devant des jurys citoyens, éventuellement spécialisés dans le domaine d'activité. Ceux-ci évalueront la progression de la personne, notamment avec des justificatifs de formation ou des contrats de travail. On rappelle ici que **le salaire à vie n'est pas une récompense mais une reconnaissance**. Si les jurys considèrent que la personne a progressé, que la personne est en capacité de produire mieux, alors ils accorderont le niveau supérieur.

Si collectivement on se rend compte qu'il y a un manque dans un domaine d'activité, par exemple si on manque de pompiers, on pourrait inciter les gens à se former pour devenir pompier en permettant de passer plus rapidement d'un échelon à l'autre. Si par exemple il faut de manière générale 36 mois d'activité pleine pour passer au niveau de qualification supérieur, on pourrait imaginer que les pompiers y passeraient en 18 mois.

Quand on parle d'activité pleine, il ne s'agit pas ou pas forcément de temps de travail. Là encore il faudra valider collectivement ce qu'on appelle activité pleine, le temps de travail n'étant peut-être pas la meilleure façon de reconnaître qu'un travail est bien fait ou qu'il est utile.

Pour clore ce chapitre, il semblerait pertinent qu'il y ait assez de niveaux de qualification pour à la fois permettre aux gens de monter de niveau régulièrement. Mais aussi afin de ne pas pouvoir atteindre le niveau maximal avant un certain âge, disons 60 ans par exemple.

Tout ceci sera bien sûr à étudier collectivement. L'ambition de cet ouvrage n'est absolument de livrer un projet de société ficelé clés en mains. Mais ce sont juste des grands principes et des pistes à affiner pour sortir réellement du capitalisme en rejetant systématiquement toutes les mesurette perdantes (voir les chapitres précédents).

Les solutions - Partie 7

Le logement

Disons-le d'entrée de jeu, il n'y a pour l'instant pas de solution pour la transition entre la solution proposée ci-après et le monde d'aujourd'hui fait de propriétaires privés, lucratifs ou non. Il faudra la trouver tous ensemble et il est probable qu'un certain temps de transition plus ou moins long soit nécessaire. De ce fait, nous allons dans ce chapitre nous projeter uniquement sur les objectifs à atteindre sans nous soucier de la situation actuelle.

Le système de logement devra être construit sur le même principe que les caisses de salaire et d'investissement, Il devra suivre la même logique. Et pour commencer, tout comme le PIB sera socialisé, tous les bâtiments sans exception le seront aussi. Autrement dit, tous les bâtiments appartiendront à la collectivité. Alors bien sûr, quand je vais habiter dans un logement, je serai le seul à avoir les clés, exactement comme lorsque je suis locataire aujourd'hui. Mais les murs ne m'appartiendront pas. Je serai locataire du logement et le propriétaire sera toute la société, moi compris.

Sur le même principe que les entreprises, les travaux seront financés par une caisse. Cela évitera que des personnes ne fassent pas faire des travaux pourtant nécessaires uniquement parce qu'ils sont trop chers ou bien tout simplement parce qu'elles ont d'autres priorités. On évitera ainsi les bâtiments insalubres.

Vient alors la question du financement de cette caisse qu'on appellera caisse d'entretien des bâtiments.

La première chose à constater, c'est qu'il y a de grandes différences de valeur entre les logements. En effet, une maison de 5 pièces avec vue sur la mer a davantage de valeur qu'un studio sous les combles dans un quartier entouré de béton. Si on décide que les logements seront gratuits, qui voudra habiter dans le studio ? On va vite se retrouver avec de gros soucis. La deuxième chose à constater, c'est que chaque individu percevra son salaire à vie. La précarité n'existera plus. Nous allons donc jouer sur ces deux constats pour émettre une solution la plus équitable qui soit.

Et le plus simple serait que chaque individu choisisse la somme qu'il souhaite mettre tous les mois dans son logement. En fonction du logement que j'occupe, une certaine somme serait déduite de mon salaire à vie. On peut imaginer par exemple que le studio me coûterait 100 euros mensuels tandis que la maison évoquée plus haut en coûterait 2000. Ainsi, en fonction de son niveau de qualification et en fonction de son choix de vie, chaque individu sera libre d'habiter le logement qui lui convient.

Et toutes ces sommes retenues sur le salaire à vie serviront à financer la caisse d'entretien des bâtiments.

Les solutions - Partie 8

La gouvernance

Gouvernance... Voilà un mot à la mode qu'il faudra faire disparaître du vocabulaire populaire. En effet, comme nous l'avons vu, il est impensable que des êtres humains aient un quelconque pouvoir sur d'autres êtres humains. Mais il faut être réaliste : il n'est pas possible que toutes les décisions soient prises par l'ensemble de la population. Comme nous l'avons vu au chapitre intitulé *Enfumage lexical - Terme 9 : le vote utile*, il faudrait que les décisions puissent être prises par des gens en qui la population peut avoir confiance. Des gens qui ne sont animés que par l'intérêt général. Voici d'ailleurs un extrait de ce chapitre :

La seule façon d'éviter toutes les dérives des élections, c'est le tirage au sort. On pourrait envisager des assemblées citoyennes divisées en compétences. Chaque citoyen qui se sentirait compétent pour siéger dans une assemblée déposerait sa candidature. Pas besoin de moyens financiers ni de trouver des alliés ou d'aller chercher des signatures à travers tout le pays. Tout le monde pourrait se positionner et... attendre le tirage au sort. Si on est tiré au sort, on va siéger. On pourrait optimiser ce système grâce à trois règles :

- Lorsqu'on siège, on continuerait de toucher son salaire. Pas plus ni moins, ce qui évitera que des gens se positionnent uniquement parce que la gamelle est bonne.*
- Les assemblées seraient renouvelées par tiers ce qui confère deux avantages. Le premier donne le temps nécessaire à la formation des nouveaux arrivants. Le second limite les risques d'alliances qui n'iraient pas dans le sens de l'intérêt général.*
- Enfin, on ne pourrait siéger qu'une fois dans sa vie dans une assemblée. On pourrait siéger dans plusieurs assemblées différentes au cours de sa vie, mais jamais deux fois dans la même ni dans deux assemblées simultanément. Pas d'alliés servant de groupes d'influence et pas de possibilité de rempiler : bon courage pour les lobbys !*

Pour compléter ce chapitre, il faut souligner que des assemblées citoyennes il pourrait y en avoir au niveau national, régional voire local, et même international. Ce sera à nous, collectivement, de décider quels types d'assemblées seraient nécessaires et à quelle échelle elles devraient être.

Nous n'irons pas beaucoup plus loin sur ce sujet car c'est à la population, sur le terrain, de décider. On peut juste lancer quelques idées d'assemblées. Par exemple, une assemblée citoyenne sur le logement et l'aménagement du territoire par exemple. Elle déciderait des nouveaux bâtiments à construire, ceux à détruire, les créations de nouvelles infrastructures routières, les pistes cyclables... Une autre assemblée pourrait concerner les transports. Transports en commun mais aussi pourquoi pas les autres types de transport comme la place de la voiture, le vélo... Une autre assemblée à portée nationale pourrait traiter des énergies avec probablement des ramifications dans les régions.

Répetons-le, toute cette organisation sera à décider ensemble.

Les solutions - Partie 9

Si t'as peur, t'as perdu

Pour avoir l'emprise sur les populations et les soumettre à sa dictature, la religion capitaliste use d'un stratagème tout simple pour faire croire à sa légitimité : la peur. Aujourd'hui on a peur de tout : du chômage, des cours de la bourse, de son manager, des banlieues, des migrants, du voisin, des maladies, de la guerre bactériologique, de la pollution, des voleurs, de la police, de la malbouffe, de ne pas pouvoir aller faire ses courses le dimanche, de travailler le dimanche, des résultats des prochaines élections, de Trump, de Poutine, de la Corée du Nord, de la Chine, de sortir de l'Europe, de la fuite des capitaux, de ne pas avoir droit à son crédit, de la fin du mois, du milieu du mois et de plus en plus du début du mois, de perdre des conquits sociaux, de se mettre en grève pour défendre les conquits sociaux, etc... La liste est infinie. Mais heureusement, le capitalisme se pose en porteur de solutions à tous ces problèmes en omettant bien sûr de dire que tous ces problèmes sont engendrés par lui-même. Et pourtant "il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre" disait Albert Einstein. Il ne faut donc pas compter sur le capitalisme pour résoudre nos problèmes.

Pour s'extraire de son emprise, il faut arrêter d'avoir peur de tout en permanence, y compris pour des choses futiles ou pour le moins des choses qui ne sont que des règles de société. Il est évident que pour celui qui a peur de la nuit ça va être compliqué pour lui. La nuit, elle arrivera de toute façon. C'est naturel et personne n'y peut rien. En revanche, avoir peur du chômage par exemple, ou de son manager, ou encore des cours de la bourse, c'est ridicule parce qu'on peut modifier les règles pour ne plus redouter ces problèmes préfabriqués dans le seul but de nous soumettre. Alors certes refuser ces règles tout seul dans son coin est compliqué. Ce n'est pas impossible mais c'est vrai qu'il faut être prêt à encaisser. Mais refuser à plusieurs, même seulement à 2 au début, c'est déjà commencer à changer le monde. Après c'est simplement une question de choix. Est-ce que je ne me considère pas ? Ou, pire encore, est-ce que je considère les autres supérieurs à moi ? Est-ce que j'ai un peu de dignité, d'amour-propre ? Ou suis-je simplement un soumis, un lâche, un petit toutou à sa mémère qui croit vivre alors que toute sa vie est dictée par les choix des autres ? Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est-à-dire au bord de la fin de l'humanité, c'est parce que la très grande majorité des gens sont soumis.

Cet ouvrage vous donne des explications et des armes pour sortir de cette torpeur dans laquelle vous êtes plongés. Alors pour l'humanité, pour votre descendance mais aussi pour vous-même, commencez enfin à agir ! Maintenant !

Les solutions - Partie 10

Bilan

Afin de résumer l'ensemble des solutions, voici une liste à retenir. Rappelons qu'il s'agit d'un projet de société. Ainsi, chaque solution ci-dessous est absolument indispensable. Ensuite, à l'intérieur des principes définis dans ces solutions, tout reste à discuter, y compris d'ajouter d'autres solutions à celles-ci.

- Toutes les richesses sont socialisées, c'est-à-dire que 100% du PIB est mis dans des pots communs. Ces pots sont composés à minima de 3 caisses : la caisse des salaires, la caisse d'investissement et la caisse de gratuité. A noter que des caisses régionales pourront être créées afin de coller le plus possible aux besoins locaux.
- La totalité des richesses étant socialisées, il n'y a plus d'impôts ni de taxes (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, TVA n'existent plus). Plus besoin de payer une mutuelle ni de payer pour avoir une retraite complémentaire, plus de facture d'énergie (électricité, gaz) ni d'eau si la consommation ne dépasse pas les quotas prévus.
- A sa majorité, chaque individu reçoit un salaire à vie. Ce salaire à vie est attribué à la personne. Il est inaliénable et ne pourra jamais baisser.
- Le salaire à vie est une reconnaissance de la capacité à produire de l'individu et pas une récompense de la soumission à une hiérarchie comme c'est le cas aujourd'hui.
- Le salaire à vie n'est pas cumulable avec quelque autre source de revenu. Cet aspect est absolument essentiel si on veut éviter de nouvelles accumulations de capital.
- En revanche le salaire à vie peut progresser puisque chaque individu peut passer devant des jurys de qualification.
- Le rapport entre le salaire de premier niveau de qualification et le salaire le plus élevé sera de 1 à 4.
- Les entreprises n'ont plus à payer les salaires puisqu'ils sont payés par la caisse des salaires.
- Les entreprises n'ont plus à payer pour investir puisque l'investissement est financé par la caisse d'investissement. Pour les petits achats du genre ordinateurs, l'entreprise conserve un pourcentage afin de ne pas avoir à faire des demandes auprès de la caisse d'investissement pour des petites sommes.
- Il n'y a plus de propriétaires lucratifs. L'entreprise appartient à ses salariés. Dès que j'ai un contrat de travail avec une entreprise, j'en suis le propriétaire au même titre que les autres salariés. Si mon contrat de travail est rompu, je perds instantanément la qualité de propriétaire de cette entreprise.
- Le crédit lucratif n'existe plus. Les investissements des entreprises sont financés par la subvention via les caisses d'investissement. Pour les particuliers, un système devra être mis en place pour qu'ils puissent mettre de l'argent de côté et qu'ils puissent, si nécessaire, emprunter à un organisme du style caisses d'investissement mais sans avoir à rembourser des intérêts.

- Il peut être envisagé d'avoir un contrat de travail avec plusieurs entreprises différentes simultanément.

Rien ne sera interdit. Aujourd'hui une entreprise produit en polluant car ça lui revient moins cher d'acheter son droit à polluer que de changer son mode de production. Cette entreprise pourra continuer à fonctionner mais dans la mesure où elle n'aura aucun intérêt financier à continuer de polluer, et comme l'investissement nécessaire pour modifier son mode de production sera financé par les caisses d'investissement, il n'y a aucune raison qu'elle continue de polluer.

Ce système n'est pas un système d'interdiction ou de répression. C'est un système d'incitation.

Remerciements

- Bernard Friot et l'association Réseau salariat pour m'avoir permis de comprendre le monde qui nous entoure et proposé des solutions réellement alternatives au capitalisme.
- Franck Lebas pour avoir écrit les 3 chapitres du "Salaire à vie (même) pour les nuls" (disponible en téléchargement gratuit sur le site de Réseau salariat) dont plusieurs chapitres de cet ouvrage sont inspirés.
- Dominique Rongvaux pour avoir accepté la retranscription d'une de ses réflexions extraite de son spectacle "Éloge de l'oisiveté".
- Le temps puisque chaque jour qui passe démontre que le système capitaliste amène à la destruction de tout et que tous les évènements qui se déroulent sous nos yeux depuis plusieurs décennies démontrent que les analyses et solutions proposées dans cet ouvrage sont à ce jour les seules crédibles pour qu'on puisse espérer vivre à l'avenir dans un monde émancipé et respectueux.

Covid-19

Il ne faut pas se le cacher, le seul et unique responsable de cette pandémie est le système capitaliste : la surexploitation des ressources naturelles, la surproduction, le creusement des inégalités, les politiques d'austérité à l'encontre de toute ce qui est d'intérêt général, l'individualisation, la privatisation et la marchandisation de tout ce qui peut générer des bénéfices, l'argent-roi, l'objectif unique de générer du profit y compris au détriment de la planète, au détriment du bon sens, au détriment des vies humaines ou même de la vie tout court, et le tout au seul bénéfice d'une petite caste d'extrémistes. Cette liste non exhaustive des raisons de l'apparition de cette pandémie est la base de la religion capitaliste.

Mais le capitalisme n'est pas une fatalité. Il est le fruit d'un abandon du pouvoir par les peuples. Ils se sont laissé faire. Ils ont laissé des irresponsables leur dicter leurs vies, les broyer. Ils ont délaissé leur amour-propre et leur dignité pour les remplacer par des choses inutiles, futiles, se réduisant eux-mêmes au rang d'êtres de besoin non productifs. Et pourtant, ce sont les peuples et eux seuls qui produisent. Il suffirait qu'ils reprennent le pouvoir sur la production et nous sortirions de ce système mortifère. C'est tout ce qui est décrit dans cet ouvrage.

Ce qu'a mis en lumière cette pandémie, c'est que le système capitaliste, non content d'en être à l'origine, est incapable d'anticiper les situations imprévues, mais il est aussi incapable de protéger les peuples quand les problèmes arrivent. Nombre de citoyens le savaient déjà. Il faut espérer que beaucoup de ceux qui n'ont pas voulu ouvrir les yeux jusqu'ici le fassent enfin. Car il n'y a plus le temps maintenant. C'est la survie de l'humanité qui est en jeu et il n'est plus question de faire des plans à 10, 20 ou 50 ans comme nous ont habitués les politiques. Parce que la prochaine pandémie pourrait être la dernière et elle arrivera dans peu de temps. Alors il faut agir. Maintenant !

C'est pourquoi il faut un projet de société crédible. C'est ce projet, initié par l'association Réseau salariat, qui est proposé dans cet ouvrage. Il faut non pas le demander mais l'exiger et le construire ensemble.

Alors, on y va ?

Concrètement, qu'est-ce que je peux faire ?

Souvent les gens ne savent pas ce qu'ils pourraient faire pour changer le monde. Beaucoup pensent même que c'est impossible. Effectivement, c'est beaucoup plus facile de dire que c'est impossible que de chercher à être dans l'action. On va donc vous donner des idées concrètes pour participer à l'élaboration d'une société alternative au capitalisme. Ainsi vous n'aurez plus d'excuses...

Car on n'y arrivera que si un mouvement populaire exige ces changements. C'est pourquoi il est essentiel qu'un grand nombre de citoyens s'impliquent. Et comme le collectif est toujours plus fort, plus on sera nombreux à agir, moins la charge de travail sera importante par individu. L'erreur c'est de laisser les autres faire parce qu'ils vont s'épuiser. Mais si chacun fait sa part, aussi petite soit-elle, on y arrivera. Alors voici ces actions concrètes à mener pour qu'on avance tous ensemble.

1/ Apprendre pour comprendre. Bien assimiler les thèses et solutions apportées dans cet ouvrage et pour que ce soit plus simple, discuter avec des adhérents de Réseau salariat.

2/ Arrêter d'attendre quoi que ce soit des personnalités politiques et de leurs discours relayés par les médias aux ordres. Prendre vos responsabilités et agir au lieu d'attendre vainement qu'il se passe quelque chose dans les instances dirigeantes.

3/ Modifier vos comportements :

- Ne plus écouter les médias aux ordres (télé et presse écrite) et se tourner vers les médias indépendants
- Avant d'acheter quelque chose, se demander si c'est vraiment utile ou si c'est rendu indispensable par la publicité ou un phénomène de mode
- Arrêter d'être content quand il y a une promo dans un magasin
- Préférer les distributeurs indépendants plutôt que les grandes enseignes
- Arrêter de jouer les soumis à son travail et refuser les tâches inutiles ou dangereuses
- Ne plus se battre contre les personnes de la même classe sociale que vous, autrement dit arrêter de se tromper d'adversaire

Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive...

4/ Être un des porte-paroles de ces analyses pour que votre entourage se pose des questions, fasse lui aussi évoluer sa façon de penser et vous rejoigne dans l'action.

5/ Consacrer une soirée par mois (davantage si vous le voulez) pour continuer à apprendre et à transmettre. Il y a plein de choses à faire pour aider : apprendre (aider commence par là), participer à des actions (débat, tenue d'un stand dans un événement, discuter autour de la machine à café...). Si tout le monde consacre une soirée par mois à changer le monde, il changera.

6/ En parler inlassablement car les dominants, eux, n'arrêtent jamais.

Piste cachée

- Leçon de capitalisme en 30 secondes : je te vole, je te prête ce que je t'ai volé, tu me le rembourses avec des intérêts.

Bernard Friot, économiste – sociologue

- Il faut sauver l'économie de la faillite du capitalisme, et non sauver l'économie capitaliste de la faillite.

Pierre Dardot, philosophe

- Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre.

Albert Einstein, physicien

- Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième, qui la tue.

Hélder Câmara, évêque catholique brésilien

- Se révolter pour le compte d'un peuple ignorant, revient à s'immoler par le feu pour éclairer le chemin à un aveugle.

Rachid Rida, réformateur arabe Syrien

- On ne fera pas un monde différent avec des gens indifférents.

Arundhati Roy, écrivaine indienne

- Toute classe qui aspire à la domination doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général.

Karl Marx, économiste - philosophe

- Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.

Albert Einstein, physicien

- Il n'y a point de pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre.

Molière, comédien – dramaturge

- Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.

Mark Twain - Ecrivain

- La philosophie nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident. La propagande, au contraire, nous enseigne à accepter pour évident ce dont il est raisonnable de douter.

Aldous Huxley, philosophe - écrivain



Réseau Salarial

Bulletin d'adhésion et de don

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez aux propositions et activités de Réseau Salarial. L'adhésion vous permettra de contribuer concrètement à la construction et à la diffusion du projet du statut politique du producteur. Vous pourrez y participer via les activités de votre groupe local, sur le forum internet, dans les groupes de travail (thématiques, fonctionnels), à travers les formations organisées régulièrement, ainsi que lors des assemblées générales. Une fois votre adhésion validée, vous serez contacté(e) par votre groupe local. Dès à présent, reportez-vous au site www.reseau-salarial.info (rubriques "Agir", "Adhérer" et "lettre d'information").

Salutations salariales,
Les trésor-iers-ières

Les dons et cotisations à l'association Réseau Salarial ouvrent droit à une **réduction d'impôt de 66%**, dans la limite de 20% du montant imposable. Un reçu fiscal (pour les personnes physiques) sera systématiquement envoyé par courriel ou par la poste.

Merci de remplir ce bulletin en utilisant des majuscules d'imprimerie

Adhésion (personnes)

Don

NOM (ou Raison sociale) : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone fixe : Portable :

Courriel :

par un mandat de prélèvement SEPA :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Réseau Salarial à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Réseau Salarial.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence Unique du Mandat (RUM) :
(à remplir par Réseau Salarial, qui la communiquera à l'adhérent avant le premier prélèvement)

Prélèvement : mensuel (le 10 du mois) annuel

par virement bancaire : mensuel annuel

par chèque, à l'ordre de Réseau Salarial

Organisme financier : Réseau Salarial
102 rue Alexandre Dumas - 75020 - PARIS
Ident. Créancier SEPA (ICS) : FR41222603097
IBAN : FR82 2004 1000 0157 0829 8G02 051
BIC : PSSTFRPPPAR

10 €

30 €

50 €

100 €

Autre montant :€

3,40 € après réduction d'impôt

10,20 € après réduction d'impôt

17 € après réduction d'impôt

34 € après réduction d'impôt

Une cotisation de 10€ est demandée pour toute adhésion. Le reste de la somme versée sera enregistrée comme un don.

Fait à :

le :

Signature :

Retourner ce bulletin complété et accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire ou d'un chèque à :
Association Réseau Salarial - 102 rue Alexandre Dumas - 75020 PARIS